

# LA CONJONCTURE DÉMOGRAPHIQUE : L'EUROPE ET LES AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS

*Comme précédemment, cette chronique est composée de deux parties. Cette année, elles prennent en compte l'actualité de l'élargissement de l'Union européenne. La première consiste en un commentaire général de l'évolution démographique en Europe et dans les autres pays développés. Les tableaux intègrent ainsi l'Union européenne dans ses deux configurations, l'ancienne à 15 membres et la nouvelle, issue de l'élargissement au 1<sup>er</sup> mai 2004 à vingt-cinq pays; les pays accédants y sont également distingués en tant que groupe. Cela constitue ainsi une sorte d'introduction à la seconde partie de cette chronique, rédigée par Alain MONNIER et consacrée à une analyse approfondie des conséquences démographiques de l'élargissement de l'Union européenne.*

J.-P. SARDON

—Évolution démographique récente  
des pays développés

A. MONNIER

—L'Union européenne à l'heure de l'élargissement



# Évolution démographique récente des pays développés

Jean-Paul SARDON\*

## I. Le mouvement de la population<sup>(1)</sup>

Au 1<sup>er</sup> janvier 2003, la population de l'Europe (y compris les républiques caucasiennes issues de l'ancienne Union soviétique) s'élevait à 738,6 millions d'habitants, soit une perte de 80 000 habitants au cours de l'année 2002. Cette variation est la résultante de mouvements très contrastés à travers le continent, puisque la hausse observée en Europe occidentale s'oppose à une baisse dans les autres grands ensembles géographiques du continent. Le recul de la population européenne serait beaucoup plus élevé si un solde migratoire positif ne venait compenser le déficit du mouvement naturel (tableau A). Pour l'ensemble du continent, l'excédent du nombre de décès sur celui des naissances se traduit par une perte de 1,1 million d'habitants, qui s'aggrave au fil du temps<sup>(2)</sup>. C'est dans les États anciennement socialistes et notamment dans ceux issus de l'éclatement de l'ex-URSS, tout particulièrement en Russie, que la diminution de la population est la plus nette. En effet, au déficit des naissances

---

\* Institut national d'études démographiques et Observatoire démographique européen.

<sup>(1)</sup> La source unique utilisée est la base de données de l'Observatoire démographique européen (ODE) qui bénéficie de la collecte de données démographiques commune aux organisations internationales (Conseil de l'Europe, Eurostat et Nations unies) ainsi que des publications des offices statistiques nationaux. Que tous ceux qui participent de près ou de loin à ces travaux, et plus particulièrement Alain Confesson sans l'aide précieuse duquel cette entreprise dévorante de maintenance et d'amélioration quotidienne de la base de données de l'ODE ne saurait se poursuivre, trouvent dans ce travail et dans nos remerciements la reconnaissance et une modeste récompense de leurs efforts.

Des incohérences mineures peuvent apparaître entre les valeurs (arrondies) figurant dans les tableaux et les commentaires qui s'appuient sur les valeurs détaillées.

<sup>(2)</sup> La précision du tableau A, comme celle de tous les autres, ne doit pas faire illusion car la qualité des informations concernant les mouvements migratoires est assez modeste et l'on ne peut exclure qu'ils soient sous-estimés. En Europe centrale et orientale, c'est l'émigration qui doit l'être, alors qu'en Europe occidentale c'est plutôt l'immigration. Nous verrons plus loin que les estimations de population peuvent également souffrir de quelques incertitudes. Le lecteur trouvera en annexe un certain nombre de précisions sur les erreurs susceptibles d'être commises dans les recensements sur l'évaluation des populations nationales et, par conséquent, sur les estimations annuelles de population qui en découlent.

sur les décès s'ajoute un solde migratoire négatif. Remarquons, toutefois, que l'excédent des décès ne s'aggrave plus depuis quelques années, à l'exception notable des pays d'Europe centrale. En dépit de l'impression que pourrait suggérer le tableau, la situation de l'Europe occidentale et, par-delà, celle de l'Union européenne, n'est pas très florissante, dans la mesure où l'accroissement naturel diminue d'année en année et est cinq fois plus faible<sup>(3)</sup> que celui enregistré aux États-Unis.

La variation de la population tend à se diversifier encore plus à travers le continent (tableau A). En effet, alors que le taux de croissance s'échelonnait en 2000 de 3,9 ‰ en Europe occidentale à - 6,6 ‰ en Europe orientale, l'intervalle s'établit, en 2002, entre 4,3 ‰ et - 8,7 ‰. Depuis 1989, dans sa formation à 15 membres, et depuis 1992, dans sa nouvelle configuration, l'effet de la migration sur la croissance de la population de l'Union européenne dépasse celui du mouvement naturel. Sa part dans l'accroissement total de l'Union à 15 dépasse 80 % depuis 1999. Elle s'élève même, après le récent élargissement, à 85 % en 2002.

TABLEAU A. – POPULATION DE QUELQUES GRANDS ENSEMBLES GÉOGRAPHIQUES

	Effectif de la population (en millions d'habitants)		Variation annuelle en 2002 (en millions d'habitants)		Taux de croissance en 2002 (pour 1000 habitants)	
	1 <sup>er</sup> janvier 2002	1 <sup>er</sup> janvier 2003	Totale	Due à l'accroisse- ment naturel	Total	Dû à l'accroisse- ment naturel
Europe occidentale	390,0	391,7	+ 1,7	+ 0,3	+ 4,3	+ 0,8
Europe centrale	119,8	119,6	- 0,2	- 0,1	- 1,3	- 0,9
Europe orientale	84,9	84,2	- 0,7	- 0,4	- 8,7	- 4,6
Russie	144,0	143,1	- 0,9	- 1,0	- 6,0	- 6,5
Ensemble de l'Europe	738,7	738,6	- 0,1	- 1,1	- 0,1	- 1,5
États-Unis <sup>(1)</sup>	280,6	283,5	+ 2,9	+ 1,6	+ 9,0	+ 5,9
Japon	127,4	127,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,1	+ 1,4
Europe des Quinze	377,9	379,5	+ 1,6	+ 0,3	+ 4,2	+ 0,8
Nouveaux accédants	74,3	74,2	- 0,1	- 0,1	- 1,0	- 1,1
Europe des Vingt-cinq	452,2	453,7	+ 1,5	+ 0,2	+ 3,4	+ 0,5

Europe occidentale : Allemagne, Autriche, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Suède, Finlande, France, Irlande, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Islande, Norvège et Suisse.  
Europe centrale : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Macédoine, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Yougoslavie.  
Europe orientale : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Estonie, Géorgie, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Ukraine.  
Europe des Quinze : Allemagne, Autriche, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Suède, Finlande, France, Irlande, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Portugal et Grèce.  
Nouveaux accédants : Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Chypre et Malte.  
Europe des Vingt-cinq : Europe des Quinze et nouveaux accédants.  
<sup>(1)</sup> années 2000 et 2001.  
Source : ODE.

<sup>(3)</sup> La croissance naturelle absolue de l'Union européenne, dans sa nouvelle configuration à 25 membres, est 7,3 fois plus faible qu'aux États-Unis en dépit d'une population 1,7 fois plus nombreuse.

Si l'ensemble des pays d'Europe de l'Ouest enregistrent toujours une croissance de leur population, en dépit d'une balance naturelle négative, comme en Allemagne, en Grèce ou en Italie, c'est à l'attraction que ces pays exercent sur les populations étrangères qu'ils le doivent. Ce n'est pas le cas en Europe centrale et orientale où la quasi-totalité des pays enregistrent une diminution de leur population, à l'exception de quelques pays d'Europe centrale (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Serbie-Monténégro, Slovaquie) et de l'Azerbaïdjan (tableau 1). Dans tous ces pays, où la population diminue, le solde naturel est négatif (à l'exception des pays du Caucase) y compris en Slovaquie où l'accroissement migratoire compense tout juste l'excédent des décès sur les naissances.

Si les pays d'Europe occidentale sont tous à des degrés divers des pays d'immigration, c'est loin d'être le cas en Europe centrale et surtout en Europe orientale, ce qui accentue la baisse de la population. En Europe orientale, seules la Russie et la Biélorussie conservent un solde migratoire positif, mais il est en diminution constante. Si l'Europe centrale exerce encore une attraction, notamment la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, la migration y revêt un aspect tout à fait particulier. En effet, ces mouvements ne se limitent pas à des départs vers des pays riches et à des arrivées en provenance de l'ancien bloc soviétique mais recouvrent également des échanges intra-régionaux qui touchent généralement des minorités ethniques ou ont été provoqués par l'éclatement des anciens États fédéraux<sup>(4)</sup>. Il se pourrait que l'intégration à l'Union européenne de pays de la région modifie quelque peu la donne migratoire, mais des accords limitant la libre circulation des personnes ont été mis en place. On pourrait assister au renforcement de la présence des ressortissants des pays d'Europe occidentale, ainsi qu'à une accentuation de la pression sur les frontières de ces pays car l'intégration devrait se traduire par un renforcement du dynamisme de leur économie et par conséquent de leur attractivité.

À l'Ouest, si les plus forts contingents de migrants se dirigent vers l'Allemagne et le Royaume-Uni et de plus en plus vers l'Europe du Sud (Espagne et Italie)<sup>(5)</sup>, les taux de migration nette les plus importants sont observés en Irlande, au Portugal, en Italie, en Suisse, au Luxembourg, en Espagne, mais également à Chypre où ce taux est le plus élevé. En dehors de l'Europe, Israël, le Canada et l'Australie dépassent largement les États-Unis, même si ce pays est celui qui accueille le plus de migrants après l'Union européenne.

---

<sup>(4)</sup> Pour plus de détail, voir Jean-Paul Sardon, « Europe centrale : des trajectoires démographiques inquiétantes », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1035, La Documentation française, mai 2003.

<sup>(5)</sup> Notons que le solde migratoire de la France se situe au cinquième rang de l'Union, même si, rapporté à la taille de la population, il n'occupe plus que le quatorzième rang sur 15 membres, ou le dix-huitième sur 25.

## *1. La situation dans l'Union européenne*

Au 1<sup>er</sup> janvier 2003, la population de l'Union à 15 compte 379 millions d'habitants ; cinq des États membres dépassent 40 millions d'habitants et six d'entre eux n'atteignent pas les 10 millions. Avec l'élargissement, la part des États peu peuplés a encore crû puisque parmi les 10 pays accédants, 6 comptent moins de 10 millions d'habitants, ce qui porte à 16 leur nombre, seule la Pologne approchant les 40 millions<sup>(6)</sup>. La population moyenne des nouveaux accédants étant de 7,5 millions de personnes, la moyenne générale de l'Union tombe de 25 à 18 millions d'habitants par pays.

Dans sa nouvelle configuration, forte de 454 millions d'habitants, l'Union européenne devient l'un des ensembles régionaux intégrés les plus peuplés, derrière les 535 millions d'habitants de l'ASANE (Association des Nations d'Asie du Sud-Est, qui regroupe l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, Brunei, le Vietnam, le Cambodge, le Laos et la Birmanie), mais devant les 429 millions d'habitants de l'ALENA (qui regroupe seulement trois pays, le Canada, les États-Unis et le Mexique) et les 223 millions du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). Elle reste, toutefois, relativement éloignée de ces puissances que sont la Chine et l'Inde qui, outre leurs 1,3 et 1,1 milliards d'habitants respectifs, bénéficient d'une intégration autrement plus forte, en tant que pays, que ce qu'autorise le grand marché économique auquel est actuellement réduite l'Union.

En 2002, la population de l'Union à 15 membres s'est accrue de 1,6 million d'habitants, accroissement légèrement réduit à 1,5 million si l'on compte les nouveaux pays intégrés en 2004. Cette progression provient pour les trois quarts du solde migratoire qui aurait triplé depuis 1997, alors que depuis l'an 2000 l'accroissement naturel enregistre une légère dégradation.

La diversité des situations à l'intérieur de l'Union s'accroît fortement avec l'élargissement, non seulement du fait de l'entrée de pays d'Europe centrale dont les populations décroissent mais également avec celle de Chypre dont la croissance, principalement migratoire, est soutenue.

Ainsi, sur les 10 nouveaux membres, 6 ont enregistré une diminution de leur population en 2002 (tableau B). Dans chacun des pays issus de l'ancien bloc de l'Est, le nombre de décès surpasse celui des naissances, le plus souvent depuis le début des années 1990. En Hongrie, ce solde est négatif depuis le début des années 1980. Nombre de ces pays ont une longue tradition d'émigration, mais la situation est plutôt en train de s'inverser, seules la Pologne, la Lettonie et la Lituanie continuant à enregistrer plus de départs que d'arrivées.

---

<sup>(6)</sup> Sa population représente à elle seule plus de la moitié de celle des nouveaux membres.

La croissance de la population de l'Union repose donc avant tout sur les anciens membres et plus particulièrement sur ceux qui exercent le plus d'attrait sur les pays tiers, qu'il s'agisse de pays d'immigration ancienne comme l'Allemagne et le Royaume-Uni ou de nouveaux pays d'accueil comme l'Italie et l'Espagne. Ces deux derniers pays sont avec la France – qui se distingue par un accroissement naturel élevé – et le Royaume-Uni ceux qui contribuent le plus à la croissance de l'Union. La contribution de l'Allemagne s'est singulièrement amoindrie en 2002 du fait de la forte accentuation du déficit des naissances sur les décès. L'Italie et la Grèce enregistrent, elles aussi, un excédent de décès. Au total, 11 des 25 pays membres de l'Union seraient à terme menacés par une diminution de leur population si, pour la moitié d'entre eux, un solde migratoire positif ne venait compenser le déficit du solde naturel.

TABLEAU B. – FACTEURS DE LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE EN 2002  
DANS LES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE

	Accroissement			Taux de croissance pour 1 000 habitants		
	Total	Naturel	Migratoire	Total	Naturel	Migratoire
Allemagne	96 371	- 122 423	218 794	1,17	- 1,48	2,65
Autriche	28 378	2 268	26 110	3,52	0,28	3,24
Belgique	46 119	5 583	40 536	4,46	0,54	3,92
Danemark	15 153	5 539	9 614	2,82	1,03	1,79
Finlande	11 394	6 137	5 257	2,19	1,18	1,01
France	292 879	227 447	65 432	4,92	3,82	1,10
Irlande	63 760	31 140	32 620	16,22	7,92	8,30
Luxembourg	4 250	1 601	2 649	9,53	3,59	5,94
Pays-Bas	87 287	59 728	27 559	5,41	3,70	1,71
Royaume-Uni	215 561	62 561	153 000	3,64	1,06	2,58
Suède	31 660	806	30 854	3,55	0,09	3,46
Espagne	273 707	45 762	227 945	6,75	1,13	5,62
Grèce	30 400	- 1 700	32 100	2,76	- 0,15	2,92
Italie	327 328	- 22 732	350 060	5,73	- 0,40	6,12
Portugal	78 125	8 125	70 000	7,53	0,78	6,75
Slovénie	1 007	- 1 200	2 207	0,50	- 0,60	1,11
Hongrie	- 32 491	- 36 029	3 538	- 3,20	- 3,55	0,35
Pologne	- 18 369	- 5 721	- 12 648	- 0,48	- 0,15	- 0,33
République tchèque	- 3 167	- 15 457	12 290	- 0,31	- 1,51	1,20
Slovaquie	210	- 691	901	0,04	- 0,13	0,17
Estonie	- 5 197	- 5 354	157	- 3,83	- 3,94	0,12
Lettonie	- 14 288	- 12 454	- 1 834	- 6,11	- 5,33	- 0,78
Lituanie	- 13 033	- 11 058	- 1 975	- 3,76	- 3,19	- 0,57
Chypre	9 598	2 715	6 883	13,51	3,82	9,69
Malte	1 861	774	1 087	4,82	2,01	2,82
Union européenne à 15	1 602 372	309 842	1 292 530	4,23	0,82	3,41
Pays accédants	- 73 869	- 84 475	10 606	- 1,00	- 1,14	0,14
Union européenne à 25	1 528 503	225 367	1 303 136	3,37	0,50	2,88

Source : ODE.

L'examen des taux de croissance donne une image un peu différente. Ainsi, les plus forts taux de croissance s'observent en Irlande et à Chypre où ils sont 3 à 4 fois plus élevés que la moyenne de l'Union. Viennent ensuite le Luxembourg et le Portugal, favorisés par des taux de migration nette parmi les plus élevés de l'Union, après Chypre et l'Irlande. Le taux d'accroissement naturel le plus élevé est celui de l'Irlande, où il est plus de deux fois supérieur à celui de sa suivante immédiate, la France.

À l'opposé, ce sont les pays baltes qui enregistrent les décroissances les plus fortes de la population en raison d'un déficit très net de naissances, accentué, sauf en Estonie, par un solde migratoire négatif.

## *2. Petit aperçu de la situation française*

Si l'excédent naturel de la France apparaît à certains comme exceptionnel, et ce d'autant plus qu'il représenterait à lui seul près des trois quarts de l'excédent de l'Europe des Quinze, il faut se garder d'un tel raisonnement. En effet, sans entrer dans une discussion sur la justification de cet argumentaire, il convient de signaler que la somme des excédents enregistrés dans les autres pays où les naissances sont plus nombreuses que les décès est de même ampleur que l'excédent de la France, ce qui impliquerait de prendre également en considération les trois autres quarts que cette somme représente. Il ne faut par ailleurs pas oublier que cet excédent français s'est réduit d'un tiers depuis le début des années 1970, ni sous-estimer le rôle du recul de la mortalité dans ce résultat, le nombre de naissances ayant diminué de 15 % dans le même temps. Avec un raisonnement similaire, et tout aussi fautif, mais fondé sur l'accroissement total de la population, on aboutirait à la conclusion que la contribution de la France à la croissance de la population de l'Union est à peine supérieure à son poids dans l'Union.

La réfutation par certains auteurs de « l'hiver démographique » évoqué par d'autres sollicite souvent les statistiques. En effet, quelle est précisément la situation de la dynamique démographique française ? En dépit d'un classement flatteur en matière de fécondité, qui s'explique par la situation encore plus dégradée de nos voisins européens, le niveau de fécondité ne permet plus d'assurer le remplacement des générations. Autre point inquiétant, et qui n'est pas la seule conséquence de la mise en place de lois restrictives sur l'immigration, la France a perdu, en grande partie, et sans doute du fait de la faiblesse relative de son économie et du niveau élevé du chômage, le pouvoir d'attraction qu'elle exerçait sur les populations des pays tiers au profit de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la Suisse ou des pays scandinaves, même si elle garde encore des rapports privilégiés avec certains États, issus le plus souvent de son ancien empire colonial. Deux exemples patents de cette désaffection sont fournis par les étudiants et les demandeurs d'asile<sup>(7)</sup>. Le point le plus favorable tient aux conditions de vie et au système sanitaire qui permet à la France de jouer

un rôle pionnier dans la lutte pour le recul de la mortalité, même si l'épisode de la canicule de l'été 2003 vient à propos souligner la fragilité du système et mettre en évidence la pénurie et le retard que nous avons, par rapport à nos voisins européens, dans un secteur qui est immanquablement appelé à connaître un développement considérable : la prise en charge des personnes âgées.

## II. Natalité, fécondité

Dans l'ensemble du continent, près de 7,5 millions de naissances ont été enregistrées en 2002. Si ce nombre est à peu près stable depuis 1999, il n'en représente pas moins une diminution de près de 5 millions de naissances (soit 40 %) par rapport à 1960, de 2,8 millions (- 27 %) par rapport à la moyenne de la décennie 1980 et de 2,2 millions (- 23 %) depuis 1990.

Cela représente un taux de natalité de 10 pour mille habitants. Il n'est pas possible d'être plus précis, car comme nous l'avons déjà souligné, la mesure de l'effectif des populations est relativement imprécise et les variations d'une année à la suivante, introduites par la série des recensements des années 2000, repoussent l'amélioration de cette précision jusqu'à la publication des nouvelles estimations de populations pour la dernière période intercensitaire.

La stagnation du nombre de naissances à l'échelle du continent n'en cache pas moins de fortes disparités d'un pays à l'autre, qui se retrouvent encore plus nettement dans le taux de natalité. Ainsi, les dix nouveaux pays qui ont intégré l'Union européenne au 1<sup>er</sup> mai 2004 ont enregistré à eux seuls une baisse du nombre de naissances de plus de 14 milliers en 2002, soit deux fois plus que les anciens membres qui comptent pourtant une population cinq fois plus importante. Sur la période 1999-2002, le recul du nombre de naissances est près de trois fois plus élevé.

Dans l'Union européenne, l'Irlande est l'un des rares pays qui connaissent une augmentation continue du nombre de naissances (12 % entre 1999 et 2002). Situation partagée, au cours de la même période, par la Suède et l'Espagne où le nombre de naissances s'est respectivement accru de 9 % et 8 %. Dans le reste de l'Europe, c'est en Russie que la progression a été la plus forte de 1999 à 2002 avec 15 % d'augmentation, suivie par l'Estonie (5 %), la République tchèque (4 %) et la Lettonie (3 %). Mais il est vrai que le reflux antérieur avait été très marqué. Partout ailleurs, le nombre des naissances recule, à l'exception de la France, de l'Italie, de la Macédoine, de la Hongrie et des États-Unis (+ 2 %).

---

(7) En 2001, la France se situait au 15<sup>e</sup> rang des pays membres de l'OCDE en termes de nombre de demandeurs d'asile pour 1 000 habitants. En 1998, les étudiants étrangers représentaient 7,3 % des inscrits, soit le 7<sup>e</sup> rang.

Les États-Unis enregistrent chaque année un nombre de naissances plus élevé que celui de l'ancienne Europe des 15, malgré une population plus faible d'un quart (290 millions contre 380). Cette plus grande vitalité démographique, à laquelle s'ajoute un accroissement migratoire plus fort, constitue un atout indiscutable pour le développement économique futur des États-Unis et permettre à ce pays de maintenir, voire d'accentuer, sa suprématie dans le monde. En Europe, et particulièrement au sein de l'Union européenne, le rôle et l'importance de la croissance démographique pour l'avenir sont totalement occultés. La grande faiblesse de la fécondité dans certains États membres de l'ancienne Europe des 15 comme la relative faiblesse de la moyenne de l'Union européenne, qui a été aggravée par le dernier élargissement, et la durée depuis laquelle ces bas niveaux sont enregistrés ne suscitent pas plus de mesures que de discussions, tant de la part des gouvernements nationaux que de celle de la Commission européenne, en dépit des conséquences importantes que ces évolutions risquent d'avoir à moyen ou long terme. La variable démographique n'est présente dans le débat européen que dans la discussion sur les modalités de représentation des différents États au sein des institutions européennes, ou pour mettre en avant les difficultés de l'équilibre des régimes de retraite. L'absence de politique démographique visant à soutenir la natalité en rendant, notamment, plus conciliables vie familiale et vie professionnelle et permettant par là même aux couples d'élever le nombre d'enfants qu'ils souhaitent, est, à n'en pas douter, une lacune préoccupante pour le développement futur de l'Union européenne. Cette situation est d'autant plus alarmante qu'elle semble témoigner d'un refus de regarder les choses en face, attitude qui devrait écarter du futur proche toute tentative pour infléchir l'évolution actuelle.

L'analyse des taux bruts de natalité, qui sont affectés par les variations de la structure par âge d'un pays à l'autre, conduit à des observations similaires. Le taux de natalité varie de plus du simple au double en Europe (tableau 2). Atteignant 8,1 ‰ en Ukraine, il dépasse 21 ‰ en Turquie, qui devance de 6 points l'Irlande. La natalité est plus élevée à l'Ouest du continent qu'à l'Est. L'Allemagne est le seul pays qui enregistre un taux de natalité inférieur à 9 ‰ à l'Ouest, alors qu'en Europe orientale, c'est le cas pour la Slovaquie, la Bulgarie, la Lituanie, la Lettonie, la Biélorussie et l'Ukraine.

Avec un taux de natalité de 9,2 ‰ en 2002, les pays accédants réduisent celui de la nouvelle Union à 10,3 ‰ contre 10,5 ‰ pour l'ancienne Europe des Quinze. Même si la natalité de l'Union, et plus précisément de sa partie occidentale, semble relativement favorable dans le concert européen, elle est loin d'être aussi élevée que celle que l'on observe dans les pays développés des autres continents, où elle dépasse presque partout 12 ‰ : États-Unis (14,4 ‰ en 2000), Nouvelle-Zélande (13,8 ‰) et Australie (12,8 ‰). Elle est toutefois très proche de celle du Canada (10,7 ‰) et supérieure à celle enregistrée au Japon (9,1 ‰). Cette

natalité plus élevée dans les pays anglo-saxons non européens mériterait une analyse approfondie, car si la structure par âge avantage effectivement les pays du nouveau monde, le calcul d'indicateurs conjoncturels de fécondité montre qu'à structure par âge égale, ces pays, particulièrement les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, conservent un avantage que la fécondité plus élevée des migrants ne suffit pas à expliquer.

Le calcul d'indicateurs conjoncturels de fécondité, en s'affranchissant de l'effet parasite des variations de structure par âge, permet de préciser les observations fondées sur le taux brut de natalité. L'indicateur estimé pour l'Europe des Quinze en 2002 s'établit à 1,5 enfant par femme (tableau C) ; il est donc relativement stable depuis 2000, à un niveau qui n'avait pas été enregistré depuis 1992. Au contraire, la fécondité ne cesse de baisser dans l'ensemble formé par les dix nouveaux membres de l'Union européenne, où elle est passée de 1,53 à 1,24 enfant par femme entre 1995 et 2002. La baisse observée chez ces derniers efface totalement la hausse récente de l'indicateur conjoncturel de fécondité de l'Europe des Quinze. Depuis 1997, la fécondité des nouveaux membres est inférieure à celle de l'ancienne Union à 15.

L'analyse de la situation propre à chacun des pays montre que, d'une manière générale, la fécondité est relativement faible et qu'elle a plus souvent tendance à se dégrader qu'à s'améliorer. En effet, dans 15 des 49 pays pour lesquels nous disposons de l'information pour les années récentes, le dernier ICF disponible est le plus faible jamais observé ; pour 6 autres, il s'agit du minimum enregistré au cours des dix dernières années. Cela montre ainsi que le point bas de l'évolution de la fécondité n'est peut-être pas encore atteint dans près de la moitié des pays. Il s'agit de pays majoritairement situés en Europe centrale et orientale, mais on y trouve également le Japon et la Nouvelle-Zélande, même si l'on observe une légère remontée dans ce dernier pays en 2002. Dans certains pays, au contraire, on observe une nette reprise de la fécondité depuis un minimum enregistré au cours de la décennie 1990. C'est notamment le cas de la France où l'indicateur conjoncturel de fécondité est passé de 1,66 enfant par femme en 1993 et 1994 à 1,89 en 2001 et 2002, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Suède, mais également de la Russie, de l'Estonie, de la Lettonie ainsi que de l'Arménie, pays où la reprise est toute récente.

TABLEAU C. – INDICATEUR CONJONCTUREL DE FÉCONDITÉ DANS L'UNION EUROPÉENNE  
(NOMBRE D'ENFANTS PAR FEMME)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Europe des Quinze	1,46	1,45	1,47	1,50	1,49	1,50
Nouveaux accédants	1,42	1,36	1,32	1,31	1,26	1,24
Europe des Vingt-cinq	1,46	1,45	1,46	1,48	1,46	1,46

Source : ODE.

En 2002, c'est en Ukraine que l'indicateur conjoncturel enregistre sa valeur la plus basse (1,10 enfant par femme). Viennent ensuite la République tchèque et la Slovaquie avec respectivement 1,17 et 1,19 enfant par femme. À l'opposé, après Israël et la Turquie où l'indicateur atteint respectivement 2,9 et 2,5 enfants par femme, on trouve les États-Unis (2,01), l'Irlande (1,97), l'Islande (1,93) et la France 1,89<sup>(8)</sup>. Sur le continent européen, il n'y aurait plus un seul pays dans lequel l'indicateur conjoncturel de fécondité atteindrait 2 enfants par femme, car même si pour l'Albanie on enregistrait encore 2,1 enfants par femme en 1999, la dernière année d'observation, le recul rapide de la fécondité laisse craindre une valeur inférieure à 2 en 2002. L'Islande, dont la fécondité avait longtemps résisté, voit depuis 2001 l'indicateur de fécondité s'établir en dessous de 2 enfants par femme.

Dans les trois pays méditerranéens (Espagne, Grèce et Italie), la situation de la fécondité est préoccupante. Dans chacun de ces pays, l'indicateur se situe au voisinage de 1,25 enfant par femme, c'est-à-dire à peine plus haut qu'en Europe centrale et orientale.

### *1. La fécondité des générations*

Dans la quasi-totalité des pays d'Europe, comme du monde industrialisé, on observe une décroissance de la descendance finale des femmes nées à partir de la fin des années 1950, pour ne pas dire depuis la fin des années 1930, tant sont rares les pays dans lesquels la fécondité des générations a enregistré une hausse significative au cours de l'après-guerre (tableau 4). Quelques pays échappent cependant à ce schéma général. Ainsi, au Danemark, après une légère reprise avec les femmes nées à la fin des années 1950, la descendance finale apparaît stabilisée à 1,92 enfant par femme dans les 6 ou 7 générations les plus récentes, pour lesquelles l'estimation de l'intensité de la fécondité est suffisamment robuste. La situation est très voisine au Luxembourg, où l'on pourrait même parler de hausse si les variations aléatoires dues à la taille réduite de la population ne venaient nuancer l'appréciation de l'évolution. Quoi qu'il en soit, dans ce pays, la descendance finale est passée de 1,68 enfant chez les femmes nées en 1954 à 1,82 chez celles qui sont nées en 1967, ce qui représente la progression récente la plus nette du continent.

Aux États-Unis, on observe également une légère élévation de la descendance finale, qui est passée de 1,98 à 2,08 enfants par femme de la génération 1953 à la génération 1966.

Exception faite des pays dans lesquels le recul de la fécondité a été tardif, l'Islande, où la descendance de la génération 1967 atteint

---

<sup>(8)</sup> On peut toutefois s'interroger sur le niveau réel de la fécondité en France. En effet, les incertitudes sur l'effectif de la population (cf. annexe), qui semble sous-estimé de plus d'un million d'habitants, donnent à penser que la fécondité pourrait être surestimée de quelques centièmes. Elle pourrait ne guère dépasser 1,8 enfant par femme.

2,32 enfants par femme, et l'Irlande, où celle de la génération 1966 s'établit à 2,14, c'est en Norvège que la descendance finale est aujourd'hui la plus élevée. Elle s'y situe, en effet, un peu au-dessus de 2 enfants par femme (2,02 dans la génération 1968). La France est avec la Norvège le seul pays d'Europe occidentale où la descendance finale dépasse encore 2 enfants par femme. Ailleurs en Europe, ce niveau n'est atteint que dans les Balkans, par l'Albanie (2,37 pour la génération 1968), la Macédoine (2,10 pour la génération 1970) et la Serbie-Monténégro (2,05 pour la génération 1968). En Azerbaïdjan, la descendance finale atteint encore 2,11 enfants par femme dans la génération 1970.

À l'autre extrême, on trouve un certain nombre de pays, situés tant à l'Ouest qu'au Sud ou à l'Est du continent, dans lesquels la fécondité des générations est descendue à des niveaux encore jamais enregistrés. Dans huit pays d'Europe, la descendance finale de la génération la plus récente ne dépassera pas 1,6 enfant par femme. Ainsi, en Allemagne, la descendance finale des femmes nées en 1967 n'est que de 1,46 enfant par femme ; elle est de 1,49 en Italie pour les femmes nées en 1965, 1,6 en Bulgarie pour celles nées en 1970, 1,53 en Russie dans la génération 1969. De plus, dans tous ces pays, comme dans la quasi-totalité des autres, la fécondité continue à baisser.

En dépit de la baisse rapide de la fécondité depuis la fin des années 1980 dans les pays qui viennent d'intégrer l'Union européenne, la descendance finale y est encore supérieure à celle que l'on enregistre dans l'ancienne Europe des Quinze. Chez les nouveaux accédants, la descendance finale ne passe sous le seuil de remplacement des générations qu'avec les femmes nées dans les années 1960, soit avec plus d'une dizaine de générations de retard sur l'ancienne Europe des Quinze. De ce fait, la descendance finale de la nouvelle Union européenne à 25 membres est légèrement supérieure à celle de l'ancienne. Pour la génération 1964, cela va se traduire par un léger saut de 1,74 à 1,77 enfant par femme, ce qui laisse, toutefois, un déficit considérable de trois dixièmes d'enfant par femme par rapport aux femmes américaines dont la fécondité est voisine du seuil de remplacement.

Dans les pays industrialisés non européens, la fécondité des générations se situe en général à un niveau plus élevé qu'en Europe. Ainsi, aux États-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande, la descendance finale de la génération 1965 s'établit respectivement à 2,07, 2,03 et 2,25 enfants par femme. Au Canada et au Japon, toutefois, les femmes nées dans les années 1960 ne devraient pas mettre au monde plus d'enfants que dans la plupart des pays d'Europe.

Alors que la descendance finale baisse presque partout à des rythmes plus ou moins rapides, l'analyse de l'évolution de l'âge à la maternité dans les générations met en évidence des décalages temporaires, entre régions, dans les différentes phases de la transition démographique. Ainsi, en Europe centrale et surtout orientale, on en est encore souvent à la phase

que connaissaient les pays d'Europe occidentale jusqu'aux premières générations de l'après seconde guerre mondiale : la diminution de la descendance s'accompagne d'un rajeunissement de l'âge moyen à la maternité (tableau 5). On note toutefois qu'avec les femmes nées dans la seconde moitié des années 1960, la tendance se renverse dans un certain nombre de pays. L'âge à la maternité se relève nettement en Roumanie et en Bulgarie, plus timidement en Estonie, Lettonie et Slovaquie. En Pologne, on observe les premiers signes de l'élévation de l'âge à la maternité. Dans les pays issus de l'ancienne Yougoslavie ainsi qu'en Hongrie et en République tchèque, cette phase était déjà atteinte par les générations nées dans la seconde moitié des années 1950, mais le relèvement est modeste, à l'exception de la Slovaquie où le comportement des couples paraît proche de celui observé en Europe occidentale. Par contre, dans la plupart des pays issus de l'ancienne Union soviétique, les femmes continuent à avoir leurs enfants de plus en plus tôt ; mais la stabilisation semble en vue sauf dans les pays du Caucase et en Ukraine.

Ce décalage dans les évolutions entre l'Est et l'Ouest de l'Europe accentuée, sans doute temporairement, l'écart entre les âges moyens à la maternité de ces deux Europes : il est aujourd'hui de l'ordre de 4 ans. En effet, alors qu'à l'Ouest il s'établit aux alentours de 28-29 ans, il n'est encore que de 24-25 ans dans l'ancienne Europe socialiste.

Dans toute l'Europe occidentale, l'augmentation de l'âge moyen à la maternité se poursuit. Il dépasse maintenant 30 ans aux Pays-Bas et en Irlande. Cet âge tend toutefois à se stabiliser dans les pays scandinaves, et plus particulièrement en Suède et en Norvège, ainsi qu'au Royaume-Uni. Si les écarts sont nets entre Europe occidentale et Europe orientale, ils ne sont pas négligeables à l'intérieur de l'Europe occidentale, puisque les femmes grecques mettent leurs enfants au monde à un âge moyen inférieur de 3 ans à celui des Irlandaises.

## **2. L'âge à la première naissance et l'infécondité définitive**

L'information est ici limitée aux seuls pays dans lesquels le rang de naissance est défini parmi toutes les naissances de la mère. Cela exclut donc trois des pays les plus peuplés d'Europe occidentale qui privilégient, comme l'Allemagne et le Royaume-Uni, ou ont pendant longtemps privilégié, comme la France, le rang de naissance dans le mariage en cours<sup>(9)</sup>.

Âge moyen à la première naissance et âge moyen à la maternité enregistrent des évolutions voisines ; toutefois, l'âge moyen à la première nais-

(9) Toutefois, afin de compléter le tableau, nous y avons incorporé les estimations en termes de rang biologique effectuées pour ces pays et publiées par France Prioux, « L'infécondité en Europe », in *Démographie européenne*, vol. 2 : Dynamiques démographiques, Paris, Ined, John Libbey Eurotext, 1993, p. 231-251.

sance a plutôt tendance à anticiper et à amplifier les évolutions de l'âge à la maternité, tous rangs confondus, qui est une moyenne pondérée de l'âge à la maternité des divers rangs. Avec la réduction de la descendance finale, le poids des premières naissances tend à se renforcer, même si la part des femmes sans enfant augmente.

Alors que dans la plupart des pays d'Europe occidentale pour lesquels l'information est disponible l'âge de la mère à la naissance de son premier enfant s'élève rapidement, en Suède et en Norvège cette croissance est largement freinée avec les femmes nées dans les années 1960, reproduisant ainsi, mais avec une vigueur moindre, la tendance à la stabilisation observée pour l'ensemble des naissances (tableau 6). En Europe centrale et orientale, avec le décalage dans les évolutions, on n'observe encore qu'une augmentation modérée de l'âge à la première naissance à partir de générations nées à la fin des années 1960. Seule la Slovénie se distingue nettement avec une élévation de plus de 2,5 ans de cet âge entre les générations 1957 et 1971. Dans le reste de l'ancienne Yougoslavie, la croissance est lente et relativement plus ancienne, puisqu'elle a démarré avec les femmes nées dans l'après-guerre. En Russie, la tendance est encore à la baisse de l'âge moyen à la première naissance, si bien que les femmes bulgares qui étaient traditionnellement les plus jeunes à la naissance du premier enfant, comme pour l'ensemble de leurs enfants, sont aujourd'hui détrônées par les Russes.

Les femmes d'Europe centrale et orientale ont, en moyenne, leur premier enfant vers 23-24 ans, c'est-à-dire 3 à 4 années plus tôt que leurs homologues occidentales. En effet, si dans aucun des anciens pays socialistes l'âge à la naissance du premier enfant ne dépasse 24 ans dans la génération 1970, à l'exception des pays issus de l'ancienne Yougoslavie, il n'est jamais inférieur à 26 ans à l'Ouest, sauf en Grèce, et approche même 29 ans aux Pays-Bas. Ce recul de la première maternité vers des âges aussi élevés conduit à s'interroger sur les risques d'infécondité involontaire que pourraient courir de ce fait les couples, en dépit des progrès de la procréation médicalement assistée.

L'infécondité définitive<sup>(10)</sup> atteint déjà un niveau très élevé dans un certain nombre de pays d'Europe occidentale et centrale<sup>(11)</sup>. Parmi les femmes nées à la fin des années 1960, au moins une sur cinq ne mettra jamais au monde d'enfant en Autriche, Finlande, Irlande, Angleterre-Galles, Grèce et Italie (tableau 7). À ces pays, il convient d'ajouter l'Allemagne, au moins dans sa partie occidentale. À l'Est, la même situation se reproduit mais avec un léger retard puisqu'il faut attendre les générations nées au début de la décennie 1970 pour atteindre des valeurs aussi élevées dans la plupart des pays d'Europe centrale (Croatie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Slovaquie et Lettonie). Avec l'adoption par

---

<sup>(10)</sup> L'infécondité définitive est la proportion de femmes n'ayant mis au monde aucun enfant vivant au cours de leur vie féconde.

<sup>(11)</sup> Les données sur l'Europe orientale sont très fragmentaires.

les femmes nées à la fin des années 1960 et au début des années 1970 dans les pays socialistes de comportements très voisins de ceux des femmes occidentales, on assiste à une rapide convergence des niveaux d'infécondité entre ces deux parties du continent.

Même si les procédures d'estimation utilisées ont sans doute tendance à sous-estimer la récupération ultérieure, il n'en reste pas moins que dans ces pays la situation est préoccupante, et ce d'autant plus que l'infécondité progresse rapidement. Ainsi en Pologne, plus d'une femme sur quatre née en 1974 devrait rester sans enfant, soit une augmentation de 10 points en sept générations.

La vitesse de progression de l'infécondité, notamment en Europe centrale (Pologne, Croatie, Slovaquie, Roumanie, Bulgarie et Lettonie), laisse craindre que ces niveaux déjà très élevés puissent être largement dépassés dans un futur proche et que l'Europe centrale, aujourd'hui partie intégrante de l'Union européenne, ne devienne une zone de dépression accentuée de la fécondité.

À l'opposé, l'infécondité définitive pourrait être inférieure à 10 % au Portugal, mais les valeurs, très faibles, enregistrées en particulier pour les générations nées au milieu des années 1960, laissent craindre que, comme en Bulgarie, dans toute l'ancienne Yougoslavie et peut-être en Roumanie, les données ne conduisent (ou aient pu conduire) à une forte sous-estimation des niveaux d'infécondité définitive. Notons que l'Europe scandinave résiste fortement à cette augmentation de l'infécondité qui n'y atteint pas 15 %, sauf en Finlande, niveau enregistré également aux États-Unis.

### III. Nuptialité, divortialité

Alors que depuis le début de la décennie 1990 l'évolution de l'indicateur conjoncturel de fécondité est à quelques exceptions près assez univoque, à la baisse ou au mieux à la stabilisation des indices, la situation est plus variée en matière de nuptialité et pourrait témoigner d'une modification des comportements, tout au moins en Europe occidentale (tableau 8<sup>(12)</sup>).

La baisse générale des indicateurs de nuptialité semble enrayée à peu près partout en Europe occidentale, à de rares exceptions près comme en Belgique et au Portugal où la dernière année d'observation correspond au minimum absolu enregistré depuis la seconde guerre mondiale. La situa-

---

(12) Il convient cependant d'interpréter avec prudence les indicateurs de primo-nuptialité du tableau 8 qui ne mesurent que les unions célébrées par le mariage et non l'ensemble des mises en union, l'importance des nouvelles formes concurrentes de cohabitation variant largement à travers l'Europe.

tion est un peu similaire en Autriche, au Luxembourg, en Norvège et en Suisse ou encore au Royaume-Uni où le minimum a été atteint en 2001.

Ailleurs, en dépit de légères variations d'une année sur l'autre, l'indicateur conjoncturel de primo-nuptialité féminine se maintient à des niveaux légèrement plus élevés que pendant la décennie 1990, au moins en Europe septentrionale et en France<sup>(13)</sup>. Cette situation n'empêche pas que dans un certain nombre de pays dans lesquels les indicateurs de nuptialité s'étaient quelque peu relevés, l'indicateur conjoncturel de primo-nuptialité féminine baisse de nouveau, sans toutefois rejoindre les très bas niveaux enregistrés dans les années 1990. C'est notamment le cas en France ou en Italie.

L'ensemble de ces évolutions se traduit par une légère détérioration de l'indicateur d'ensemble de l'Union européenne à 15 qui, avec 567 premiers mariages pour 1 000 femmes, retrouve le niveau qui était le sien au milieu des années 1990. La situation à peine plus dégradée des nouveaux membres de l'Union, alliée à leur poids relativement modeste, n'entraîne guère de changements avec la nouvelle configuration à 25.

Il convient toutefois de noter qu'avec l'élargissement de l'Union, ce sont les nouveaux accédants qui enregistrent, en 2002, les niveaux les plus faibles de nuptialité des femmes célibataires : Estonie (422 ‰), Slovaquie (435 ‰) et Lettonie (438 ‰), même si dans la partie ancienne les niveaux ne sont guère plus élevés (456 ‰ en Belgique).

En Scandinavie, la nuptialité des célibataires semble avoir finalement trouvé un *modus vivendi* avec les nouvelles formes concurrentes d'union, si l'on en juge par les niveaux non négligeables qu'atteignent aujourd'hui les indicateurs conjoncturels de primo-nuptialité féminine de certains pays de la région. Ainsi, avec un indicateur de primo-nuptialité féminine supérieur à 700 ‰ depuis l'an 2000, le Danemark retrouve des niveaux qu'il n'avait plus atteints depuis le début des années 1970. De même, la Finlande égale le niveau du milieu des années 1980 et l'Islande celui de la fin des années 1970.

C'est toutefois dans les pays où la tradition, religieuse notamment, est restée la plus vivace que les indicateurs de nuptialité sont les plus élevés, comme en Macédoine, en Biélorussie ou au Portugal, bien que dans ce dernier pays les indicateurs surestiment la nuptialité des résidents portugais, les nouveaux mariés résidant à l'étranger étant mal distingués de ceux résidant au Portugal.

Deux pays se distinguent par de fortes variations des niveaux de nuptialité d'une année à l'autre, la Grèce et Chypre. Dans ces pays, en effet, les mariages célébrés les années bissextiles sont réputés maléfiques, ce qui conduit à anticiper ou retarder leur célébration. À ce phénomène s'ajoute à

---

(13) En France, le changement de système de traitement des bulletins d'état civil, mis en place en 1998, a abouti à une nette détérioration de l'exhaustivité. Ainsi l'Insee estime qu'en 1998, 4 % des mariages, 1,2 % des décès et 0,3 % des naissances ont échappé à la collecte. Dans le même temps, la qualité des données mensuelles de nuptialité s'est fortement dégradée.

Chypre le fait qu'un nombre croissant d'étrangers qui ne résident pas dans l'île s'y marient, ce qui fausse totalement la mesure de la nuptialité chypriote.

En Europe centrale et orientale, la chute profonde des indicateurs de primo-nuptialité qui avait suivi l'effondrement des régimes socialistes semble aujourd'hui enrayée à peu près partout, mis à part peut-être en Lituanie, en Pologne et en Bulgarie. Mais c'est dans le Caucase (Géorgie et Arménie), que la situation semble la plus préoccupante : dans ces pays, à peine une femme sur trois se marie, niveau qui n'a jamais été atteint à l'Ouest et qui ne l'a été qu'au plus fort de la tourmente, provoquée par la chute du Mur, en Allemagne de l'Est.

L'une des limites de l'analyse actuelle de la nuptialité est qu'elle ne peut plus être considérée comme une mesure suffisante de la mise en couple ni comme le point de départ de l'exposition au risque de procréer. Ce n'est d'ailleurs pas tant la diffusion de la contraception moderne qui introduit cette limitation que celle de formes concurrentes d'union. Faute de disposer d'une batterie cohérente et complète d'enregistrements de ces nouvelles formes d'union soit sous forme d'enregistrements statistiques, soit à partir de données d'enquêtes<sup>(14)</sup>, un élément indirect d'information nous est fourni par la fréquence des naissances hors mariage. Ces naissances hors mariage sont en effet dans leur immense majorité le fait de couples, et leur augmentation reproduit, en partie, l'augmentation du nombre de ces couples non mariés, mais en partie seulement car la plus ou moins grande permissivité de la société à l'égard de ces naissances inter-fère également.

La part des naissances hors mariage augmente partout (tableau 9), à l'exception du Danemark où, après avoir légèrement décliné au milieu des années 1990, elle est remarquablement stable depuis quelques années.

Cette part est extrêmement variable selon la région : elle va de moins de 2 % en Israël et au Japon à plus de 60 % en Islande. Cette dispersion remarquable témoigne de la variabilité de sa signification à travers les diverses cultures. Dans les pays d'Europe scandinave, elle a pendant longtemps été liée à une plus grande permissivité sexuelle, en particulier chez les adolescents, ainsi qu'à des pratiques de mariage à l'essai. Ailleurs, elle témoigne du strict contrôle de la société sur la vie sexuelle des personnes célibataires. Bien que moins prégnants, avec la diffusion de la contraception moderne et le développement d'une certaine permissivité, ces comportements n'en sont pas moins présents et, comme nous le verrons plus loin, cette plus ou moins grande fréquence des naissances hors mariage est en étroite corrélation avec le niveau de la fécondité générale.

Dans la plupart des pays d'Europe occidentale et scandinave, cette proportion dépasse 40 % (pays scandinaves, France et Royaume-Uni),

<sup>(14)</sup> Le programme d'enquêtes *Family and Fertility Survey*, mises en œuvre par la Commission économique pour l'Europe (Nations unies, Genève), permettrait sans aucun doute de combler de nombreuses lacunes.

mais tend à se stabiliser, voire à décroître comme nous venons de le voir pour le Danemark. Depuis la chute de l'empire soviétique, deux pays baltes, l'Estonie et la Lettonie, enregistrent désormais une proportion de naissances hors mariage très proche de celle des pays scandinaves voisins, avec là aussi une tendance récente au ralentissement. Si, d'une manière générale, le classement des pays n'évolue guère depuis vingt ou trente ans, il convient cependant de remarquer que certains pays comme les pays germaniques (Allemagne et surtout Autriche) ou le Portugal qui figuraient, dans les années 1970, parmi les pays où les naissances hors mariage étaient les plus nombreuses, ont aujourd'hui été rattrapés et dépassés par de nombreux autres. Ainsi l'Autriche enregistre-t-elle en 2002 une proportion à peine supérieure à celle de la catholique Irlande. Au cours de ces dernières années, c'est au Luxembourg, en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Espagne et surtout en Suisse et en Grèce que les naissances hors mariage sont les moins fréquentes, même si, du moins au Benelux, leur progression est nette.

En Europe centrale et orientale, on observe le même type de séparation entre pays où les naissances hors mariage semblent assez communément admises et ceux où elles font encore l'objet d'une certaine réprobation, comme en Pologne et en Croatie, pays catholiques, en Macédoine et en Bosnie, ou encore dans les pays du Caucase, à l'exception de la Géorgie. Dans cette partie orientale, c'est en Bulgarie et en Géorgie<sup>(15)</sup> ainsi que dans les pays baltes que la fréquence des naissances hors mariage a le plus progressé au cours de la période récente, avec un doublement en près de dix ans, ce qui témoigne d'une rapide diffusion de la cohabitation dans ces pays au cours de la période de transition vers l'économie de marché.

Les pays industrialisés non européens suivent des modèles d'évolution voisins de ceux de l'Europe occidentale. Il convient toutefois de noter que la part des naissances hors mariage y est généralement un peu moins élevée, à l'exception de la Nouvelle-Zélande où cette proportion dépasse 43 %.

Notons que dans les pays où la proportion de naissances hors mariage est faible, l'indicateur conjoncturel de fécondité est lui aussi généralement faible. En effet, dans ces pays, la désapprobation sociale qui s'attache aux couples non mariés et particulièrement à ceux qui ont des enfants est telle qu'elle empêche la natalité hors mariage de compenser les effets du recul de la nuptialité qui se traduit alors, *ipso facto*, par une réduction de la composante légitime de la fécondité, et donc par une réduction de la fécondité générale. C'est notamment le cas de l'Allemagne et de la Suisse.

Les mariages, moins fréquents, sont également de plus en plus fragiles comme en témoigne la hausse continue de l'indicateur conjoncturel

---

(15) En Géorgie, la proportion élevée de naissances hors mariage tient, pour partie, au fait que certains mariages religieux ne sont pas enregistrés à l'état civil.

de divortialité<sup>(16)</sup> à travers l'Europe (tableau 10). On observe toutefois une tendance à la stabilisation des indicateurs de divortialité en Europe occidentale et scandinave, c'est-à-dire là où la fréquence du divorce avait atteint les niveaux les plus élevés. Cela est très net pour l'Islande, la France ou les Pays-Bas, cela l'est un peu moins pour la Norvège et le Danemark, où des variations d'amplitude encore observées à plus ou moins court terme viennent quelque peu brouiller la vision d'ensemble. Il est vrai que dans cette partie du continent, et pour autant que l'on puisse se fier à la mesure transversale pour estimer l'intensité de la divortialité dans les cohortes, c'est plus d'un mariage sur deux qui se termine par un divorce dans au moins quatre pays (Belgique, Finlande, Luxembourg, Suède) et quatre sur dix dans six autres.

En Europe, les pays du Sud se distinguent particulièrement du reste du continent par un recours relativement faible au divorce, même si depuis quelques années le Portugal se distingue quelque peu. Dans ces pays, le divorce ne dissout guère plus d'un mariage sur cinq. On retrouve là, semble-t-il, la même zone de fracture que celle mise en évidence pour la fréquence des naissances hors mariage. Nous serions en présence de clivages culturels qui renvoient à des conceptions relativement opposées du rôle du mariage et de la famille dans l'organisation de la société. La seule exception notable tient au fait que si l'Allemagne, essentiellement dans sa partie occidentale, et la Suisse refusent les naissances hors mariage, elles acceptent le divorce comme faillite d'un couple.

Dans ce dernier pays, une nouvelle législation entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2000 avait, par anticipation, provoqué une division par deux du nombre de divorces prononcés entre 1999 et 2000. Cette nouvelle législation, en passant du principe de culpabilité à celui d'échec du mariage, implique que les tribunaux doivent estimer si les dommages personnels et sociaux seraient plus importants en cas de maintien du mariage qu'en cas de divorce. Elle requiert également une participation accrue des enfants qui sont maintenant entendus par le juge. Cela provoque un allongement, au moins temporaire, des procédures. Cette situation avait déjà été observée en Allemagne de l'Ouest, à la fin des années 1970, lors d'une transformation semblable de la législation sur le divorce, ou en 1999 en République tchèque à la suite des modifications du Code de la famille en faveur d'une plus grande protection des enfants<sup>(17)</sup>. En Suisse, la hausse relativement importante de l'indicateur de divortialité en 1999 aurait résulté d'une certaine anticipation de la loi, les tribunaux ayant essayé de

<sup>(16)</sup> Comme les taux de divortialité par durée de mariage, dont la somme donne l'indicateur conjoncturel, sont calculés en rapportant les divorces à l'effectif initial de la cohorte de mariages considérée, la migration introduit un biais dans la mesure, qui est d'autant plus grand que la migration est intense et toujours orientée dans le même sens (ce qui interdit des compensations). En effet, si le divorce est prononcé dans le pays d'accueil, et non dans celui où le mariage a été conclu, le départ des couples tend à provoquer une sous-estimation de l'intensité de la divortialité dans le pays d'origine et une surestimation dans le pays d'accueil.

<sup>(17)</sup> L'indicateur conjoncturel de divortialité y a retrouvé en 2000 le niveau qui était le sien, avant la réforme, en 1998.

clure le plus grand nombre de dossiers en cours avant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation. Il pourrait en être de même en 2004-2005 en France, où la notion de divorce pour faute ne devrait être maintenue qu'en cas de violences conjugales et le divorce par consentement mutuel assoupli.

En Europe centrale et orientale, la diversité du recours au divorce est également importante. D'un côté, on trouve les pays issus de l'ancienne URSS où, à l'exception des pays du Caucase, le divorce est depuis longtemps aussi fréquent qu'en Scandinavie. À l'opposé, l'Europe centrale et les Balkans enregistrent des fréquences de recours largement inférieures, de l'ordre de 20 %, sauf en Hongrie et en République tchèque où les niveaux ont toujours été assez proches de ceux observés en Europe de l'Ouest.

Dans un certain nombre de pays comme la Hongrie, la Bulgarie, la Pologne, la Lituanie, la Lettonie et la Moldavie, la fin des années 1980 et la première moitié des années 1990 se caractérisent par un recul temporaire du divorce. Cette spécificité de l'évolution du divorce dans ces pays pourrait tenir, pour une part, à l'effet de sélection provoqué par le profond recul du mariage depuis l'effondrement du socialisme.

#### IV. Avortement

La qualité des statistiques de l'avortement est très variable à travers l'ensemble du continent européen, comme à travers le temps, car elle dépend du statut de l'avortement lui-même (légalité, conditions requises, etc.) ainsi que du statut de son enregistrement. Dans certains pays comme le Portugal, l'Irlande et la Pologne<sup>(18)</sup>, l'avortement est interdit; dans d'autres comme l'Autriche, la Belgique, la Grèce et le Luxembourg, les avortements sont autorisés mais ils ne font pas l'objet d'un enregistrement systématique, si bien qu'on ne dispose que de statistiques partielles ou d'estimations. Ainsi, en Autriche, les statistiques ne comptabilisent que les avortements survenus à l'hôpital et, jusqu'en 1988, elles incluaient les fausses couches (tableau 11A). Dans quelques autres pays, notamment en France mais également en Espagne et en Italie, l'enregistrement officiel souffre de lacunes. Ainsi estime-t-on que le nombre réel d'interruptions volontaires de grossesse en France dépasse de plus d'un tiers les enregistrements<sup>(19)</sup>.

<sup>(18)</sup> En Pologne, le recours à l'avortement, libre depuis 1956, a été rendu beaucoup plus difficile en septembre 1990, en particulier par l'adoption d'une clause de conscience permettant aux médecins de refuser de pratiquer cet acte. De ce fait, les femmes sont contraintes de recourir à l'avortement hors du cadre légal. Le nombre réel d'avortements serait, sans doute, voisin de celui observé à la fin des années 1980 (de 80 000 à 200 000).

<sup>(19)</sup> Il convient de noter que le bulletin statistique d'enregistrement des interruptions volontaires de grossesse, qui avait été mis en place à la suite de la loi Weil et permettait une véritable analyse démographique, confiée par la loi à l'Ined, de ces interruptions et de la population de femmes concernées par cet acte, vient d'être remplacé, sans que l'Ined puisse faire prévaloir son point de vue, par un bulletin minimum qui interdit désormais toute analyse approfondie.

La variation du nombre d'avortements d'un pays à l'autre à travers l'ensemble du continent est considérable. En Russie, il approche 2 millions après avoir atteint 4,5 millions au milieu des années 1980. Ce nombre variant en fonction de deux paramètres, à savoir la taille de la population et la fréquence du recours à l'avortement en cas de grossesse non désirée, il convient pour prendre la mesure de ce recours de se limiter au rapport entre le nombre d'avortements et celui des naissances vivantes (tableau 11B).

L'évolution du recours à l'avortement au cours de la période récente dépend largement de la zone géographique et donc culturelle à laquelle appartient le pays. En Europe de l'Ouest, on observe une légère hausse du recours à l'avortement, signe, sans doute, d'un plus grand refus des échecs de contraception. Toutefois, en dépit de cette hausse, la fréquence de l'avortement reste plus faible que celle que l'on observait il y a quinze ou vingt ans, ce qui témoigne sans aucun doute d'une meilleure maîtrise de la fécondité par les couples. En dépit d'une certaine fragilité des statistiques sur l'avortement, on peut admettre qu'à l'Ouest du continent il y aurait environ 1 à 3 avortements pour 10 naissances. La Suède serait le pays où les femmes recourent le plus fréquemment à l'interruption volontaire de grossesse (35 % des naissances en 2002), alors que les femmes belges et néerlandaises y répugneraient le plus, en y faisant appel trois fois moins souvent.

Au contraire, dans tout l'ancien bloc de l'Est, la fonction de l'avortement était très différente. C'était le plus souvent la seule méthode de contrôle des naissances disponible. C'est ce qui explique que pendant longtemps, et encore maintenant, on a observé un nombre d'avortements supérieur à celui des naissances. En dépit des progrès enregistrés depuis la transition par les pays d'Europe centrale et orientale, l'avortement est encore une méthode de contrôle des naissances très usitée. Le fort recul du nombre d'avortements pour 100 naissances observé depuis le début de la décennie 1990 témoigne de la diffusion de la contraception dans la région. Il n'en reste pas moins que cette partie de l'Europe continue à se distinguer par une certaine banalisation de l'avortement qui se traduit toujours par un nombre d'avortements voisin sinon supérieur à celui des naissances, comme en Russie (où l'on observe 128 avortements pour 100 naissances en 2002), en Ukraine, en Roumanie, en Biélorussie, en Estonie et en Bulgarie.

## V. Mortalité

Le taux brut de mortalité enregistre de légères variations au fil du temps, tant dans l'ancienne configuration de l'Union européenne à 15 membres que dans la nouvelle à 25. Pour l'Europe des Vingt-cinq, il s'établit en 2002 à 9,8 ‰, contre 10 ‰ cinq ans auparavant (tableau D). La baisse est, en valeur absolue, un peu plus forte dans les pays accédants

où, il est vrai, la situation est un peu moins bonne, en dépit d'une structure par âge légèrement plus favorable. Cette tendance à l'amélioration est une situation générale à travers l'Europe occidentale, même si les effets en sont quelque peu atténués par le vieillissement continu de la population. C'est en Irlande que le recul du taux brut de mortalité est le plus net, puisqu'il est passé de 8,7 ‰ en 1999 à 7,5 ‰ en 2002. L'Islande reste toutefois le pays dans lequel le taux de mortalité est le plus faible avec 6,3 ‰ en 2002. À l'opposé, le Danemark et la Suède sont ceux dans lesquels la situation est la moins favorable avec des taux qui s'élèvent respectivement à 10,9 ‰ et 10,6 ‰ (tableau 2).

Comme le suggéraient déjà les estimations du taux brut de mortalité dans les nouveaux pays accédants à l'Union européenne, la situation sanitaire de l'Europe centrale et, plus encore, de l'Europe orientale est beaucoup moins bonne que celle de l'Ouest du continent, même si dans quelques pays, comme l'Albanie ou l'Azerbaïdjan, la jeunesse de la population occulte le niveau réel de la mortalité. Si, en l'espace de cinq années, le taux brut de mortalité tend à reculer dans la plupart des pays, il n'est pas rare d'observer des dégradations, comme en Russie, où il s'élève de 13,6 ‰ à 16,2 ‰ entre 1998 et 2002, en Bulgarie et en Biélorussie, ou une véritable stagnation à long terme, comme en Croatie, en Hongrie et en Pologne, où ce taux était plus faible en 1970 qu'en 2002. Il est vrai que la décennie 1990, celle du passage à l'économie de marché, fut, dans beaucoup de pays, marquée par une dégradation importante de la situation économique qui eut de graves répercussions sur les conditions de vie sanitaires et sociales.

TABLEAU D. – MORTALITÉ ET ESPÉRANCE DE VIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Taux brut de mortalité (pour 1 000 habitants)						
Europe des Quinze	9,9	9,9	10,0	9,7	9,6	9,7
Nouveaux accédants	10,7	10,7	10,7	10,4	10,3	10,4
Europe des Vingt-cinq	10,0	10,1	10,1	9,9	9,7	9,8
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)						
Europe des Quinze	5,3	5,1	4,9	4,6	4,6	4,5
Nouveaux accédants	9,3	8,9	8,1	7,8	7,1	6,9
Europe des Vingt-cinq	5,9	5,7	5,4	5,2	5,0	4,9
Espérance de vie des hommes à la naissance (en années)						
Europe des Quinze	74,8	75,1	75,3	75,5	75,7	75,8
Nouveaux accédants	68,2	68,5	68,3	69,4	69,7	69,9
Europe des Vingt-cinq	73,5	73,8	73,9	74,4	74,7	74,8
Espérance de vie des femmes à la naissance (en années)						
Europe des Quinze	80,8	81,0	81,1	81,4	81,6	81,6
Nouveaux accédants	76,7	77,0	77,0	77,6	77,9	78,2
Europe des Vingt-cinq	80,2	80,3	80,4	80,8	81,0	81,1

Source : ODE.

Mais pour juger de l'évolution de la mortalité et de la place relative des divers pays en fonction de leur état sanitaire, il convient de préférer l'espérance de vie à la naissance au taux brut de mortalité, largement influencé par la structure par âge de la population.

La durée de vie moyenne continue à progresser dans la quasi-totalité des pays européens. En Europe de l'Ouest, seul le Luxembourg enregistre une légère diminution de l'espérance de vie masculine à la naissance, mais il s'agit d'un pays dans lequel le nombre de décès, relativement faible, est susceptible de subir d'une année à l'autre des variations aléatoires non négligeables (tableau 12). Il en va de même pour l'Islande où l'espérance de vie féminine régresse d'une demi-année en 2002, mais le nombre annuel de décès de femmes y est inférieur à un millier.

Plus significatives, même si elles sont également exceptionnelles, sont les baisses observées en Europe orientale, où elles concernent généralement les deux sexes, comme en Roumanie, où le recul est modéré, en Biélorussie et en Russie, où l'espérance de vie perd 2 dixièmes d'année chez les hommes et 4 dixièmes chez les femmes.

Au cours des cinq dernières années, on observe une légère réduction de l'écart d'espérance de vie entre les sexes ainsi qu'entre les pays riches d'Europe de l'Ouest et ceux d'Europe centrale qui enregistrent les gains les plus importants. Il convient toutefois de noter que l'écart avec les États issus de l'ancienne Union soviétique continue de se creuser.

L'espérance de vie à la naissance dans la nouvelle Union européenne à 25 s'élève, en 2002, à 74,8 ans pour les hommes et 81,1 ans pour les femmes. En dépit de la légère réduction de la moyenne qu'a entraînée l'élargissement de l'Union, ces indicateurs montrent que les conditions sanitaires sont meilleures dans l'Union qu'aux États-Unis. Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il s'agit du seul indicateur de vitalité démographique pour lequel les États-Unis accusent un retard. Malheureusement, ce classement traduit moins un avantage de l'Union qu'un retard des États-Unis, conséquence des conditions désastreuses dans lesquelles la population noire est maintenue.

Dans la lutte pour le recul de la mortalité que mènent les pays les plus développés, le Japon apparaît comme le grand vainqueur. Les femmes japonaises vivent en moyenne 84,9 ans, c'est-à-dire près de deux ans de plus, ce qui est tout à fait considérable<sup>(20)</sup>, que dans les pays les plus favorisés d'Europe (83,1 ans pour les Espagnoles, 83,0 ans pour les Suissesses, 82,9 ans pour les Françaises et les Italiennes). Il convient de remarquer avec quelle vitesse les pays méditerranéens que sont l'Espagne et l'Italie ont comblé leur retard pour se hisser respectivement aux 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> rangs des pays développés. Cette analyse de l'évolution historique de l'espérance de vie à la naissance montre que la structure par âge et par cause de la mortalité joue un rôle important dans le classement des divers pays et que ce qui apparaissait comme un avantage à un moment donné

---

(20) Cela représente une avance d'une dizaine d'années environ.

peut se transformer en un handicap à un autre. C'est ce qui explique que les pays les mieux classés dans le passé ne sont plus forcément dans le groupe de tête aujourd'hui.

Quant à l'espérance de vie masculine à la naissance, elle est depuis 1998 plus élevée en Islande qu'au Japon ; elle y atteint respectivement 78,5 ans contre 78,1 ans (en 2001). Derrière, se situent la Suisse et la Suède avec respectivement 77,8 et 77,7 ans.

La surmortalité masculine continue de décroître presque partout en Europe occidentale – même si parfois, ça et là, l'écart se creuse momentanément, comme ce fut le cas en 2002 en Espagne – mais les écarts entre pays demeurent importants. En effet, l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes varie du simple au double : il va de 3,8 ans en Islande à 7,4 ans en Espagne et 7,3 en France, les deux seuls pays occidentaux où cet écart dépasse désormais 7 ans. Le Portugal et la Finlande sont passés sous ce seuil depuis 1998 et 1999 respectivement.

En Europe centrale et, surtout, orientale, la situation sanitaire est loin d'être aussi favorable. L'écart d'espérance de vie entre les sexes y est couramment supérieur à 7 années, témoignant ainsi de la forte mortalité qui touche la population active masculine. C'est en Russie que l'écart est le plus élevé, atteignant 13,2 ans en 2002, puis dans les pays baltes et en Biélorussie où il dépasse 11 ans.

En Europe centrale, seules les femmes slovènes bénéficient de conditions relativement proches de celles des femmes d'Europe de l'Ouest, avec une espérance de vie de 80,5 ans, comme au Royaume-Uni ou au Portugal. Pour les hommes slovènes et pour les deux sexes dans les autres pays accédants, l'espérance de vie est inférieure de plusieurs années à celle qui prévaut en Europe de l'Ouest, à l'exception de Chypre et de Malte dont les conditions se rapprochent très sensiblement de celles enregistrées en Grèce.

C'est toutefois en Russie que la situation est la plus défavorable, sinon la plus dégradée, car, après les reculs respectifs de près de 5 et 2 ans enregistrés de 1986 à 1999 par les espérances de vie masculine et féminine, c'est à un nouveau recul d'un an pour les hommes et de 0,2 an pour les femmes que l'on a assisté en 2000 ; cela porte le déficit par rapport à l'avancée ayant suivi la campagne antialcoolique de Gorbatchev à près de 6 ans pour les hommes et 2 ans et demi pour les femmes. Entre 1998 et 2000, l'espérance de vie des hommes aura perdu 2,3 ans, ce qui est tout à fait considérable en temps de paix, effaçant ainsi presque totalement les progrès accomplis depuis 1995 sous l'effet du recul des morts violentes et des maladies de l'appareil circulatoire. En Biélorussie, la situation est voisine avec des reculs de l'espérance de vie de 5,1 ans pour les hommes et de 3,1 ans pour les femmes depuis 1985. En Moldavie, la situation des femmes est pire encore car l'espérance de vie à la naissance n'y atteint même pas 72 ans, c'est-à-dire un niveau à peine supérieur à celui de la Turquie.

Dans les pays développés non européens, la situation sanitaire apparaît relativement favorable. Outre le Japon dont nous avons évoqué la situation remarquable, la mortalité des hommes y est toujours plus tardive, à l'exception des États-Unis, que dans l'Europe des Quinze. Pour les femmes, la situation est mieux partagée puisque les Israéliennes et les Néo-Zélandaises ont, avec les Américaines, une durée de vie moyenne légèrement inférieure à celle des Européennes.

Dernier élément permettant de décrire l'état sanitaire et de développement des populations, la mortalité infantile met en évidence de singulières particularités à travers l'Europe, comme dans l'ensemble du monde industrialisé. Parmi les pays analysés ici, l'écart va de 1 à 20 (tableau 2). Si l'on ne prend pas en considération le taux de mortalité infantile qui dépasse à peine 2 ‰ en Islande, peut-être sous l'effet bénéfique de variations aléatoires, il n'est que de 3 ‰ en Finlande mais approche les 40 ‰ en Turquie. Mises à part les républiques musulmanes d'Asie centrale de l'ancienne URSS, le niveau le plus élevé est observé en Géorgie (23,6 ‰). En Europe, la situation la plus défavorable s'observe en Roumanie avec une mortalité infantile de 17,2 ‰. Rappelons que dans la nouvelle Union européenne à 25, la mortalité infantile n'est que de 4,9 ‰, avec un éventail allant de 3 ‰ à 9,9 ‰. Ces simples chiffres montrent quel est l'abîme qui sépare les États membres de l'Union de la Turquie, dont la mortalité infantile renvoie aux niveaux que connaissait l'Europe de l'Ouest dans les années 1950.

Le niveau faible de ce taux et les variations aléatoires qui peuvent alors l'affecter sont à l'origine de variations annuelles qui ne sauraient s'expliquer en termes de dégradation ou d'amélioration soudaine des conditions qui entourent la naissance. La tendance générale est à la baisse sans que l'on aperçoive de mouvements qui pourraient laisser craindre un ralentissement des progrès enregistrés. En Europe du Sud, comme en Slovénie, en Autriche et en Allemagne, le recul de la mortalité infantile a été particulièrement rapide, au point qu'elle a été divisée par dix en une quarantaine d'années.

En Europe orientale, ainsi qu'en Bulgarie, la détérioration de la survie des nouveau-nés<sup>(21)</sup> engendrée par les conditions de la transition vers l'économie de marché est aujourd'hui complètement effacée sauf en Géorgie. Cependant, si quelques pays de la région comme la Slovénie, la République tchèque ou l'Estonie ont déjà comblé le retard qu'ils avaient sur les pays les plus développés d'Europe occidentale, il reste encore de nombreux progrès à accomplir pour que les enfants nés dans cette autre Europe aient les mêmes chances de survie qu'ailleurs.

---

(21) Les comparaisons internationales de mortalité infantile, incluant en particulier les pays d'Europe centrale et orientale, sont délicates du fait de la diversité des définitions d'une naissance vivante. Certains pays issus de l'ancienne URSS continuent d'utiliser la définition soviétique qui considère comme mort-né un enfant né vivant, ayant respiré, et décédé au cours de sa première semaine, s'il était né avant la 28<sup>e</sup> semaine de gestation ou s'il pesait moins de 1000 grammes et mesurait moins de 35 centimètres.

## VI. Vieillesse de la population

Les évolutions décrites précédemment trouvent leur aboutissement dans les modifications de la structure par âge des populations européennes. La baisse de la fécondité et l'allongement de l'espérance de vie, dont les progrès relatifs sont d'autant plus rapides que les personnes sont plus âgées, vont se traduire, à terme, par une accélération du vieillissement de la population, c'est-à-dire une augmentation de la part des personnes âgées. Ce vieillissement est déjà largement avancé dans l'ensemble des pays développés et particulièrement en Europe occidentale (tableau E). Provoqué dans un premier temps par la réduction de la fécondité (vieillesse par la base), il se trouve amplifié depuis quelque temps par le recul de la mortalité aux grands âges (vieillesse par le sommet).

TABLEAU E. – PART DES PERSONNES ÂGÉES DE 65 ANS OU PLUS  
DANS L'UNION EUROPÉENNE (EN %)

	2003	2050
Autriche	15,5	30,6
Belgique	17,0	27,2
Danemark	14,8	24,9
Finlande	15,3	26,4
France	16,3	26,4
Allemagne	17,5	27,9
Grèce	17,3	33,2
Irlande	11,2	24,0
Italie	18,2	34,4
Luxembourg	14,0	21,8
Pays-Bas	13,7	24,7
Portugal	16,7	29,7
Espagne	17,1	35,0
Suède	17,2	27,1
Royaume-Uni	15,6	23,3
Chypre	11,8	23,7
République tchèque	13,9	32,2
Estonie	15,9	31,3
Hongrie	15,4	28,8
Lettonie	15,9	30,8
Lituanie	14,7	24,9
Malte	12,8	26,7
Pologne	12,8	28,4
Slovaquie	11,6	27,3
Slovénie	14,8	34,0
Europe des Quinze	16,5	28,3
Pays accédants	13,3	28,9
Europe des Vingt-cinq	16,0	28,4

Sources : ODE pour 2003, Nations unies pour 2050.

Si ce phénomène est aujourd'hui général, sa vitesse de diffusion est très variable d'un pays à l'autre. Au 1<sup>er</sup> janvier 2003, la part des personnes âgées de 65 ans ou plus varie de un à trois entre la Turquie ou l'Albanie (respectivement 5,5 % et 5,6 %) et l'Italie, où elle atteint 18,2 % (tableau E). La proportion de personnes âgées de 65 ans ou plus est plus élevée dans l'Union européenne à 15 membres (16,5 %) que dans les pays accédants (13,3 %)<sup>(22)</sup>, ce qui va, dans un premier temps, réduire le niveau du vieillissement dans la nouvelle configuration de l'Union. Mais à terme, du fait de la faible fécondité des nouveaux membres, l'élargissement va se traduire par une accélération du vieillissement de l'Union. C'est ce à quoi conduisent, pour 2050, les hypothèses retenues dans le scénario central des projections des Nations unies réalisées en 2002.

## ANNEXE Incertitude de l'observation

Si l'enregistrement des événements démographiques est réputé exhaustif et d'excellente qualité – bien que quelques problèmes subsistent notamment lorsqu'une partie du territoire échappe au contrôle du gouvernement, comme en Géorgie, que les recommandations internationales ne sont pas toujours suivies, et en mettant de côté le problème récurrent de l'observation des migrations –, le talon d'Achille de l'estimation des indicateurs démographiques tient aux estimations annuelles de population et, par-delà celles-ci, aux recensements dont elles sont issues<sup>(23)</sup>. Malheureusement, il semble que la critique des sources soit devenue un exercice peu fréquent et, sans doute, quelque peu tabou dès lors que l'on utilise des données nationales officielles.

La vague des recensements de la campagne 2000-2001 dont les résultats ont été récemment publiés, et le lot de surprises que ces derniers ont révélées, offre ainsi l'occasion de se pencher plus attentivement qu'à l'accoutumée sur leurs limites. Nous ne nous intéresserons ici qu'aux recensements traditionnels, sans évoquer la pratique, en plein développement, de la reconstitution d'informations similaires par l'appariement de fichiers, ou les nouvelles procédures, associant exhaustivité et pratique des sondages, comme c'est le cas du recensement rénové français qui a déjà fait couler beaucoup d'encre.

L'un des premiers problèmes qu'il convient d'évoquer est la variabilité de la qualité qui peut affecter deux recensements successifs. Cette situation a trouvé une solution comptable avec la notion d'ajustement statistique : écart – non réductible à une mauvaise observation des événements démographiques de la période intercensitaire, et tenant donc à une différence de la qualité ou de l'exhaustivité – entre deux

---

<sup>(22)</sup> Dans l'Europe des Quinze, l'intervalle va de 11,2 % en Irlande à 18,2 % en Italie; dans les pays accédants, il va de 11,6 % en Slovaquie à 15,9 % en Estonie et en Lettonie.

<sup>(23)</sup> Il peut apparaître ainsi un peu vain de présenter, comme nous le faisons, des indices avec plusieurs décimales, alors que l'incertitude qui pèse sur le dénominateur n'est pas tout à fait négligeable. Le lecteur ne doit donc pas se laisser abuser par cette précision, toute relative, qui n'a de sens précis que si le niveau d'incertitude est similaire dans tous les pays étudiés. Ce qui est strictement équivalent à admettre que les effectifs des populations sont parfaitement observés. Nous verrons que du fait de la simple variation des pratiques nationales, cette condition est loin d'être réalisée.

estimations de population à la même date, l'une héritée du recensement précédent et l'autre issue du nouveau. L'ajustement statistique consiste à affecter cette différence à l'instant qui sépare le 31 décembre à 24 heures du 1<sup>er</sup> janvier suivant à 0 heure, ce qui introduit donc une discontinuité. Cette pratique est courante en France et doit être utilisée quand, en l'absence (provisoire ou non) d'estimations intercensitaires, il existe un écart non négligeable entre deux estimations successives à une même date, déduites chacune de recensements différents. Faute de cet ajustement, la mesure des taux serait entachée d'une erreur dont le niveau est lié à l'ampleur de l'écart mais, plus grave, cet écart se retrouverait dans le solde migratoire, puisque le plus souvent ce solde est obtenu par différence à partir de l'équation démographique fondamentale. Ceci constitue une nouvelle limite : ce solde est le plus souvent estimé avant que l'ensemble des mouvements migratoires internationaux ne soient observés et, lorsque ces derniers sont enfin disponibles, la population précédemment estimée au 1<sup>er</sup> janvier suivant n'est jamais modifiée. Il faut alors attendre le recensement suivant et les hypothétiques estimations intercensitaires. Il convient d'ailleurs de noter que la pratique des réévaluations intercensitaires n'est pas générale et que certains pays se limitent à une réévaluation du seul total, sans s'intéresser aux effets sur la structure par âge et sexe de la population.

Les surprises de la dernière campagne de recensements ont concerné principalement l'Espagne, la Grèce, l'Italie, le Royaume-Uni et la France. Comme nous l'avons signalé dans la précédente chronique<sup>(24)</sup>, la population espagnole avait été réévaluée de 291 000 personnes en 2000 et de 125 000 en 1999. L'écart entre les populations attendue et recensée en 2001 s'élève à + 365 000 personnes en Grèce, à - 928 000 en Italie et à - 1,1 million au Royaume-Uni<sup>(25)</sup>; en France, il s'élève à - 480 000 personnes en 1999.

Devant de tels écarts on est conduit à s'interroger sur leur origine. Un des moyens les plus couramment utilisés consiste à analyser les résultats de l'enquête post-censitaire qui intervient généralement juste après les opérations de dénombrement. Malheureusement, cette pratique n'est pas systématique; elle est même très rare en France. En effet, depuis l'enquête de contrôle associée au recensement de 1962, une seule autre a été effectuée, en 1990. À défaut d'enquête de contrôle, l'analyse de certains résultats ou de certains groupes de la population à partir de recensements successifs permet de se forger une opinion sur les erreurs et les limites de l'exhaustivité du recensement.

Le dernier problème, et de loin le plus troublant, est celui de l'utilisation qui est faite des enseignements sur les faiblesses particulières d'un recensement. La réponse logique que l'on attend est que les résultats du recensement soient redressés pour tenir compte des imperfections mises en évidence ou, qu'à tout le moins, ces résultats redressés servent de base aux estimations annuelles de la population que l'office statistique doit établir. Malheureusement, là aussi, les pratiques peuvent différer d'un pays à l'autre, suivant le plus souvent la tradition en vigueur dans l'office statistique. Si elles sont prises en considération au Royaume-Uni, comme nous allons le voir ci-dessous, ce n'est pas le cas en France.

La réduction de 1,14 million de l'effectif de la population de l'Angleterre-Galles, selon l'effectif estimé au milieu de l'année 2001 à partir des données du nouveau recensement, s'expliquerait, pour 60 %, par une surestimation de l'ajus-

---

<sup>(24)</sup> Jean-Paul Sardon, « Évolution démographique récente des pays développés », *Population-F*, 57(1), 2002, p. 123-170.

<sup>(25)</sup> Plus exactement en Angleterre-Galles car il semblerait que pour l'Écosse et l'Irlande du Nord, aucune correction ne soit nécessaire.

tement opéré pour tenir compte de l'incomplétude<sup>(26)</sup> de la population recensée en 1991, alliée à une mauvaise estimation des migrations internationales<sup>(27)</sup>. Pour tenir compte d'un certain sous-dénombrement touchant, avant tout, les jeunes hommes adultes, l'estimation de la population pour l'année 2001 a été relevée de 193 000 personnes. En dépit de ces différentes corrections, il reste un écart inexplicable de 291 000 personnes, qui a été incorporé dans les dix estimations annuelles intercensitaires à raison d'un dixième par an<sup>(28)</sup>.

En France, les enseignements de l'analyse critique de la qualité d'un recensement général de population sont attachés au seul recensement et ne sont donc jamais utilisés pour procéder à une estimation de la population qui serait plus proche de la réalité que de celle mise en évidence par le recensement. N'étant pas davantage utilisés lors des nouvelles évaluations de populations intercensitaires, ces écarts à la réalité du moment se cumulent et aboutissent à des dérives<sup>(29)</sup> dont il convient de tenter de mesurer l'ampleur et d'apprécier l'impact sur la mesure des indicateurs démographiques.

Après le recensement de 1990, l'enquête post-censitaire de contrôle qui avait été effectuée avait conclu à un taux d'omission nette de 1,1 %, soit 620 000 personnes, résultante d'une absence de dénombrement pour 1,8 % de la population totale et de 0,7 % de doubles comptes<sup>(30)</sup>. Toutefois, ces résultats n'ont pas été pris en compte dans l'estimation de la population au 1<sup>er</sup> janvier 1990 déduite du recensement, pas plus que dans les estimations annuelles suivantes. À la veille du recensement de 1999, ces 620 000 personnes manquaient encore dans l'estimation annuelle, puisque les estimations successives ne sont établies qu'en tenant compte de l'accroissement naturel et d'une estimation de l'accroissement migratoire.

Pour le recensement de 1999, dernier recensement traditionnel, l'enquête post-censitaire fut annulée. Les résultats de ce recensement de 1999 se sont révélés inférieurs de 500 000 personnes à ceux de la population estimée héritée du recensement de 1990, elle-même affectée de la fameuse omission de 620 000 personnes. Ce nouvel écart ne pouvait provenir que d'une mauvaise estimation du solde migratoire réel de la période 1990-1999 (évalué à + 540 000) et/ou d'une lacune dans le recensement de 1999. L'Insee, reconnaissant une « légère incohérence » entre les deux recensements, opta pour un ajustement statistique en répartissant l'écart observé sur l'ensemble de la période à raison de - 53 000 personnes par an<sup>(31)</sup>.

Cette décision se trouve quelque peu en contradiction avec l'analyse publiée par l'Insee<sup>(32)</sup> qui écrit : « Les omissions nettes ont peut-être augmenté en 1999 : un meilleur traitement des doubles comptes en 1999 a permis de diminuer le nombre

<sup>(26)</sup> En 2003, pour tenir compte de ce fait, l'estimation de population à la mi-1991 a été révisée à la baisse de 351 000 personnes.

<sup>(27)</sup> La surestimation qui en a résulté s'élève à 305 000 personnes.

<sup>(28)</sup> Le détail de toute cette analyse se trouve sur le site de l'office statistique du Royaume-Uni (*Office of National Statistics*) : [http://www.statistics.gov.uk/about/methodology\\_by\\_theme/revisions\\_to\\_population\\_estimates](http://www.statistics.gov.uk/about/methodology_by_theme/revisions_to_population_estimates)

<sup>(29)</sup> On trouvera dans la communication de Philippe Bourcier de Carbon, *Essai de projection des populations d'origine étrangère, résidentes en métropole et observées au recensement général de la population du 08 mars 1999*, présentée au colloque « Ces migrants qui changent la face de l'Europe » organisé par l'Institut de géopolitique des populations, Sénat, 10-11 octobre 2003, la première alerte sur les conséquences des pratiques de l'office statistique français (Insee) en matière de révision des estimations intercensitaires de population.

<sup>(30)</sup> Cf. Nicole Coëffic, « L'enquête post-censitaire de 1990 », *Population*, 48(6), 1993, p. 1655-1682.

<sup>(31)</sup> Cela eut naturellement pour corollaire de relever légèrement l'ensemble des indicateurs démographiques.

des personnes recensées deux fois, tandis que la part des personnes non recensées a probablement augmenté... ». Si l'on ajoute les 620 000 personnes omises au 1<sup>er</sup> janvier 1990 aux 480 000 oubliées en 1999, le déficit de la population réelle au 1<sup>er</sup> janvier 1999 s'élèverait à 1,1 million d'habitants, ce qui représenterait une omission nette de 1,9 %<sup>(32)</sup>.

Ces omissions concernent principalement de jeunes adultes et, si les femmes en représentent la moitié, on devrait admettre que la population féminine en âge de procréer, dénominateur de l'indicateur conjoncturel de fécondité, compterait en fait 500 000 personnes de plus. Compte tenu du fait que cela représenterait 4 % de la population féminine âgée de 15 à 44 ans, l'indicateur conjoncturel de fécondité calculé à partir des populations officielles serait surestimé dans la même proportion; l'indicateur réel pourrait donc n'être que de 1,81 enfant par femme<sup>(34)</sup> en 2002 au lieu de la valeur officielle de 1,89. Ce qui n'est pas tout à fait négligeable.

---

<sup>(32)</sup> Catherine Beaumel, Lionel Doisneau et Mauricette Vatan, *La situation démographique en 1999. Mouvement de la population*, Insee Résultats, Société, n° 3, mars 2002, p. 343.

<sup>(33)</sup> Cette omission nette pourrait être largement supérieure si l'on admet que les sources qu'utilise l'Insee pour estimer les flux migratoires (Office des migrations internationales et Office français pour la protection des réfugiés et apatrides) sont lacunaires. Ph. Bourcier de Carbon estime que la sous-estimation supplémentaire serait de 400 000 à 500 000 personnes, ce qui porterait le déficit total en 1999 à 1,5 million de personnes. Il précise de plus que la décision de l'Insee de ne pas corriger l'hypothèse d'une immigration nette de 540 000 personnes revient à supposer qu'il y aurait eu une augmentation considérable des expatriations de nationaux.

<sup>(34)</sup> 1,83 si les femmes ne représentent qu'un tiers des 1,1 million d'habitants non dénombrés.

TABLEAU 1. – POPULATION, NAISSANCES ET DÉCÈS

	Dernier recensement	Population au 1 <sup>er</sup> janvier			Naissances			Décès		
		2001	2002	2003	2000	2001	2002	2000	2001	2002
Allemagne	30/09/1995	82 259 540	82 440 309	82 536 680	766 999	734 475	719 250	838 797	828 541	841 673
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	1/04/1991	67 140 000	–	–	655 732	–	–	678 545	–	–
<i>Allemagne de l'Est</i>	1/04/1991	15 120 000	–	–	111 267	–	–	160 252	–	–
Autriche	15/05/2001	8 020 946	8 038 911	8 067 289	78 268	75 458	78 399	76 780	74 767	76 131
Belgique <sup>(1)</sup>	01/10/2001	10 263 414	10 309 725	10 355 844	1 14 883	114 014	111 225	104 903	103 447	105 642
Danemark <sup>(2)</sup>	01/01/2001	5 349 212	5 368 354	5 383 507	67 084	65 458	64 149	57 986	58 338	58 610
Finlande <sup>(3)</sup>	31/12/2000	5 181 115	5 194 901	5 206 295	56 742	56 189	55 555	49 339	48 550	49 418
France	8/03/1999	59 042 661	59 342 121	59 635 000	774 782	770 945	761 630	530 864	531 485	534 183
Irlande	28/04/2002	3 832 973	3 899 876	3 963 636	54 789	57 854	60 521	31 391	29 812	29 381
Islande <sup>(4)</sup>	/03/2001	283 361	286 575	288 471	4 315	4 091	4 049	1 827	1 725	1 821
Luxembourg	15/02/2001	441 300	444 050	448 300	5 723	5 459	5 345	3 754	3 719	3 744
Norvège	3/11/2001	4 503 436	4 524 066	4 552 252	59 234	56 696	55 434	44 002	43 981	44 711
Pays-Bas <sup>(5)</sup>	01/01/2002	15 987 075	16 105 285	16 192 572	206 619	202 603	202 083	140 527	140 377	142 355
Royaume-Uni	29/04/2001	58 871 757	59 164 455	59 380 016	679 029	669 123	668 777	608 366	602 268	606 216
<i>Angleterre-Galles</i>	29/04/2001	51 780 710	52 058 464	52 121 076	604 441	594 634	596 122	535 664	530 373	–
<i>Écosse</i>	29/04/2001	5 073 669	5 031 549	5 010 234	53 076	52 527	51 270	57 799	–	–
<i>Irlande du Nord</i>	29/04/2001	1 689 624	1 685 756	1 685 760	21 512	21 962	21 385	14 903	14 513	14 586
Suède <sup>(6)</sup>	01/11/1990	8 882 792	8 909 128	8 940 788	90 441	91 466	95 815	93 461	93 752	95 009
Suisse	5/12/2000	7 204 055	7 261 210	7 317 873	78 458	73 509	72 372	62 528	61 287	61 768
Espagne	1/11/2001	40 376 384	40 850 540	41 550 584	397 632	403 859	411 513	360 391	358 856	365 751
Grèce	18/03/2001	10 931 206	10 968 708	11 006 377	103 267	102 281	103 569	105 219	102 559	103 915
Italie	21/10/2001	56 915 744	56 993 742	57 321 070	543 039	535 282	538 198	560 241	548 254	557 393
Portugal	12/03/2001	10 256 658	10 329 340	10 407 465	120 008	112 774	114 383	105 364	105 092	106 258
Chypre		785 300	793 100	802 500	9 557	9 229	8 862	6 059	5 455	5 810
Chypre <sup>(7)</sup>	1/10/2001	697 549	705 539	715 137	8 447	8 167	7 883	5 355	4 827	5 168
Malte	26/11/1995	382 525	385 077	386 938	4 255	3 859	3 805	2 938	2 935	3 031
Albanie	1/04/2001	3 069 275	–	–	50 077	52 715	–	16 421	15 813	–
Bosnie-Herzégovine	31/03/1991	3 798 336	3 828 397	–	39 563	37 717	35 587	30 482	30 325	30 155
Croatie	31/03/2001	4 437 452	4 444 100	4 442 233	43 746	40 993	40 094	50 246	49 552	50 569
Macédoine	1/11/2002	2 031 112	2 038 651	–	29 308	27 010	27 761	17 253	16 919	17 962
Slovénie	31/03/2002	1 990 094	1 994 026	1 995 033	18 180	17 477	17 501	18 588	18 508	18 701
Serbie-Monténégro	31/03/2001	10 645 156	10 662 287	–	125 868	130 194	–	118 078	113 063	–

	Dernier recensement	Population au 1 <sup>er</sup> janvier			Naissances			Décès		
		2001	2002	2003	2000	2001	2002	2000	2001	2002
Bulgarie	1/03/2001	7 858 505	7 891 959	7 845 841	73 679	68 180	66 499	115 087	112 368	112 617
Hongrie	1/02/2001	10 200 298	10 174 853	10 142 362	97 597	97 047	96 804	135 601	132 183	132 833
Pologne	21/05/2002	38 644 211	38 236 900	38 218 531	378 348	368 205	353 765	368 028	363 220	359 486
Roumanie	18/03/2002	22 430 457	21 833 483	21 772 774	234 521	220 368	210 529	255 820	259 603	269 666
République tchèque	1/03/2001	10 266 546	10 206 436	10 203 269	90 910	90 715	92 786	109 001	107 755	108 243
Slovaquie	26/05/2001	5 378 783	5 378 951	5 379 161	55 151	51 136	50 841	52 724	51 980	51 532
Russie	9/10/2002	144 819 099	14 395 439	143 097 013	1 266 800	1 311 604	1 396 967	2 225 332	2 254 856	2 332 272
Estonie	31/03/2000	1 366 959	1 361 242	1 356 045	13 067	12 632	13 001	18 403	18 516	18 355
Lettonie	31/03/2000	2 364 254	2 345 768	2 331 480	20 248	19 664	20 044	32 205	32 991	32 498
Lituanie	6/04/2001	3 486 998	3 475 586	3 462 553	34 149	31 546	30 014	38 919	40 399	41 072
Biélorussie	16/02/1999	9 990 435	9 950 941	9 898 590	93 691	91 720	88 743	134 867	140 299	146 655
Moldavie	/10/2002	4 264 300	3 627 812	3 618 312	36 939	36 448	35 705	41 224	40 075	41 852
Ukraine	5/12/2001	49 036 519	48 240 900	47 787 300	385 126	376 478	390 700	758 082	745 952	754 900
Arménie	10-19/10/2001	3 802 371	3 212 878	3 210 307	34 276	32 065	32 229	24 025	24 003	25 554
Azerbaïdjan	27/01/1999	8 081 000	8 141 400	8 202 500	116 994	110 356	110 715	46 701	45 284	46 522
Géorgie	17/01/2002	4 401 400*	4 371 500*	4 342 600*	48 800	47 589	46 605	47 410	46 218	46 446
Turquie	22/10/2000	67 974 500	69 077 500	69 629 859	1 494 000	1 486 000	1 482 000	477 000	485 000	491 000
Israël	4/11/1995	6 369 300	6 508 800	6 631 100	136 390	136 638	139 535	37 610	–	–
Canada	15/05/2001	30 950 700	31 262 278	–	327 882	328 417	332 708	220 405	226 760	226 238
États-Unis	1/04/2000	283 461 000	–	–	4 05 8814	4 025 933	4 021 726	2 403 351	2 416 425	2 436 000
Australie	7/08/2001	19 272 644	19 408 914	19 755 860	249 636	246 394	250 988	128 291	128 544	133 707
Nouvelle-Zélande	6/03/2001	3 860 250	3 886 020	3 942 110	56 950	55 799	54 021	26 660	27 825	28 065
Japon	1/10/2000	127 291 000	127 368 360	127 509 565	1 190 547	1 170 662	1 165 271	961 653	970 331	987 816
Pays accédants à l'UE		74 778 217	74 264 378	74 190 509	720 352	700 448	686 444	781 781	773 314	770 919
Europe des Vingt-cinq		451 160 059	452 201 905	453 730 441	4 779 908	4 697 680	4 675 787	4 448 868	4 410 524	4 447 760
Europe des Quinze		376 381 842	377 937 527	379 539 899	4 059 556	3 997 232	3 989 343	3 667 087	3 637 210	3 676 841

(1) Depuis octobre 2001, le recensement décennal est remplacé par l'Enquête sociologique générale.

(2) Depuis 1981, le recensement est remplacé par un état fondé sur les registres.

(3) Depuis 1990, le recensement est remplacé par un état quinquennal fondé sur les registres.

(4) Depuis 1971, le recensement est remplacé par un état fondé sur les registres.

(5) Le dernier recensement classique date de 1971 ; depuis lors, il est remplacé par un état fondé sur les registres.

(6) Le recensement quinquennal par registre prévu pour 2000 a été repoussé à 2005.

(7) Zone contrôlée par le gouvernement.

\* Les effectifs de population ne comprennent pas les populations d'Abkassie et de Tsinkvali. L'office statistique estime la population totale à 4 634 800 en 2001, 4 601 500 en 2002 et 4 571 100 en 2003.

Source : ODE.

TABLEAU 2. – NATALITÉ, MORTALITÉ (P. 1 000 HABITANTS) ET MORTALITÉ INFANTILE (P. 1 000 NAISSANCES)

	Natalité					Mortalité			Mortalité infantile		
	1998	1999	2000	2001	2002	2000	2001	2002	2000	2001	2002
Allemagne	9,6	9,4	9,3	8,9	8,7	10,2	10,1	10,2	4,4	4,2	4,2
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	10,2	9,9	9,8	–	–	10,1	–	–	4,5	4,5	4,3
<i>Allemagne de l'Est</i>	6,7	7,0	7,3	–	–	10,6	–	–	3,9	3,5	4,0
Autriche	10,2	9,8	9,8	9,4	9,7	9,6	9,3	9,5	4,8	4,8	4,1
Belgique	11,2	11,1	11,2	11,1	10,8	10,2	10,1	10,2	4,8	4,5	4,4
Danemark	12,5	12,4	12,6	12,2	11,9	10,9	10,9	10,9	5,3	4,9	4,4
Finlande	11,1	11,1	11,0	10,8	10,7	9,5	9,4	9,5	3,7	3,2	3,0
France	12,6	12,7	13,2	13,0	12,8	9,0	9,0	9,0	4,4	4,5	4,2
Irlande	14,5	14,4	14,4	15,0	15,4	8,2	7,7	7,5	6,3	6,0	5,3
Islande	15,3	14,9	15,3	14,4	14,1	6,7	6,1	6,3	3,0	2,7	2,2
Luxembourg	12,6	12,9	13,1	12,3	12,0	8,6	8,4	8,4	5,1	5,8	5,0
Norvège	13,2	13,3	13,2	12,6	12,2	9,8	9,7	9,8	3,8	3,9	3,5
Pays-Bas	12,7	12,7	13,0	12,6	12,5	8,8	8,7	8,8	5,1	5,4	5,0
Royaume-Uni	12,3	12,0	11,6	11,3	11,3	10,4	10,2	10,2	5,6	5,5	5,2
<i>Angleterre-Galles</i>	12,4	12,1	11,7	11,5	11,4	10,4	10,2	–	5,6	5,4	5,2
<i>Écosse</i>	11,3	10,9	10,4	10,4	10,2	11,4	–	–	5,7	5,5	5,3
<i>Irlande du Nord</i>	14,0	13,6	12,7	13,0	12,7	8,8	8,6	8,7	5,1	6,1	4,7
Suède	10,1	10,0	10,2	10,3	10,7	10,5	10,5	10,6	3,4	3,7	3,3
Suisse	11,1	11,0	10,9	10,2	9,9	8,7	8,5	8,5	4,9	4,9	4,5
Espagne	9,2	9,5	9,9	9,9	10,0	9,0	8,8	8,9	4,4	3,5	–
Grèce	9,3	9,2	9,5	9,3	9,4	9,6	9,4	9,5	5,9	5,1	5,1
Italie	9,3	9,3	9,4	9,4	9,4	9,7	9,6	9,8	4,5	4,7	4,5
Portugal	11,2	11,4	11,7	11,0	11,0	10,3	10,2	10,2	5,6	5,0	5,0
Chypre <sup>(1)</sup>	13,1	12,4	12,2	11,7	11,1	7,7	6,9	7,3	5,5	4,9	4,7
Malte	11,9	11,4	11,2	10,1	9,9	7,8	7,6	7,9	4,4	3,4	4,0
Albanie	17,9	17,1	14,7	–	–	4,8	–	–	11,7	11,6	–
Bosnie-Herzégovine	12,2	11,3	10,4	9,9	–	8,0	8,0	–	9,7	7,6	9,4
Croatie	10,4	10,0	9,6	9,2	9,0	11,0	11,2	11,4	7,3	7,6	7,0
Macédoine	14,6	13,5	14,5	13,3	–	8,5	8,3	–	12,0	11,9	10,2
Slovénie	9,0	8,8	9,1	8,8	8,8	9,3	9,3	9,4	4,9	4,2	3,8
Serbie-Monténégro	12,1	11,7	11,8	12,2	–	11,1	10,6	–	13,2	13,3	–

	Natalité					Mortalité			Mortalité infantile		
	1998	1999	2000	2001	2002	2000	2001	2002	2000	2001	2002
Bulgarie	7,9	8,8	9,0	8,7	8,5	14,1	14,3	14,3	13,4	14,5	13,3
Hongrie	9,5	9,2	9,6	9,5	9,5	13,3	13,0	13,1	9,3	8,1	7,2
Pologne	10,2	9,9	9,8	9,5	9,3	9,5	9,4	9,4	8,1	7,6	7,5
Roumanie	10,5	10,4	10,4	10,0	9,7	11,4	11,7	12,4	18,6	18,2	17,2
République tchèque	8,8	8,7	8,8	8,8	9,1	10,6	10,5	10,6	4,1	4,0	4,2
Slovaquie	10,7	10,4	10,2	9,5	9,5	9,8	9,7	9,6	8,6	6,2	7,6
Russie	8,8	8,3	8,7	9,1	9,7	15,3	15,6	16,2	15,5	14,6	13,3
Estonie	8,8	9,0	9,5	9,3	9,6	13,4	13,6	13,5	8,5	8,8	5,7
Lettonie	7,6	8,1	8,5	8,3	8,6	13,6	14,0	13,9	10,5	10,9	9,9
Lituanie	10,4	10,3	9,8	9,1	8,7	11,1	11,6	11,8	8,5	7,8	7,9
Biélorussie	9,2	9,3	9,4	9,2	8,9	13,5	14,1	14,8	9,4	9,1	7,8
Moldavie	10,9	10,1	9,3	9,2	9,9	10,4	10,2	11,6	18,3	16,3	14,7
Ukraine	8,4	7,8	7,8	7,7	8,1	15,4	15,3	15,7	11,9	11,3	10,3
Arménie	10,4	9,6	9,0	8,4	10,0	6,3	6,3	8,0	15,5	15,2	14,0
Azerbaïdjan	15,7	14,7	14,5	13,6	13,5	5,8	5,6	5,7	12,7	12,1	12,8
Géorgie	11,5	10,9	11,0	10,8	10,7	10,7	10,5	10,7	22,5	23,1	23,6
Turquie	23,1	22,6	22,2	21,7	21,4	7,1	7,1	7,1	41,9	40,6	39,4
Israël	21,8	21,5	21,7	21,2	21,2	6,0	–	–	–	–	–
Canada	11,3	11,1	10,6	10,6	10,6	7,2	7,3	–	5,3	–	–
États-Unis	14,3	14,2	14,4	–	–	8,5	–	–	6,9	6,8	6,9
Australie	13,3	13,1	13,0	12,7	12,8	6,7	6,6	6,8	5,2	5,3	5,0
Nouvelle-Zélande	14,9	14,7	14,8	14,4	13,8	6,9	7,2	7,2	6,1	5,3	–
Japon	9,5	9,3	9,4	9,2	9,1	7,6	7,6	7,8	3,2	3,1	–
Pays accédants à l'UE	9,9	9,6	9,6	9,4	9,2	10,4	10,3	10,4	7,8	7,1	6,9
Europe des Vingt-cinq	10,6	10,5	10,6	10,4	10,3	9,9	9,7	9,8	5,2	5,0	4,9
Europe des Quinze	10,8	10,7	10,8	10,6	10,5	9,7	9,6	9,7	4,6	4,6	4,5

(1) Zone contrôlée par le gouvernement.  
Source : ODE.

TABLEAU 3.– INDICATEUR CONJONCTUREL DE FÉCONDITÉ (NOMBRE MOYEN D'ENFANTS PAR FEMME)

	Année										
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	2,03	1,48	1,56	1,37	1,45	1,25	1,36	1,36	1,38	1,35	1,31
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	1,99	1,45	1,45	1,28	1,45	1,34	1,41	1,41	1,42	–	–
<i>Allemagne de l'Est</i>	2,19	1,54	1,94	1,74	1,50	0,84	1,09	1,15	1,22	–	–
Autriche	2,29	1,83	1,65	1,47	1,46	1,42	1,37	1,34	1,36	1,33	1,40
Belgique	2,25	1,74	1,68	1,51	1,62	1,56	1,59	1,61	1,66	1,64	1,62
Danemark	1,99	1,92	1,55	1,45	1,67	1,80	1,72	1,73	1,77	1,74	1,72
Finlande	1,83	1,68	1,63	1,64	1,78	1,81	1,70	1,74	1,73	1,73	1,72
France	2,47	1,93	1,95	1,81	1,78	1,71	1,76	1,79	1,88	1,89	1,88
Irlande	3,85	3,43	3,24	2,48	2,11	1,84	1,95	1,91	1,90	1,94	1,97
Islande	2,81	2,65	2,48	1,94	2,30	2,08	2,04	1,99	2,08	1,95	1,93
Luxembourg	1,97	1,55	1,49	1,38	1,60	1,69	1,68	1,73	1,76	1,66	1,63
Norvège	2,50	1,98	1,72	1,68	1,93	1,87	1,81	1,84	1,85	1,78	1,75
Pays-Bas	2,57	1,66	1,60	1,51	1,62	1,53	1,63	1,65	1,72	1,71	1,73
Royaume-Uni	2,43	1,81	1,89	1,79	1,83	1,71	1,71	1,69	1,64	1,63	1,64
<i>Angleterre-Galles</i>	2,40	1,77	1,88	1,78	1,84	1,72	1,73	1,70	1,65	1,64	1,65
<i>Écosse</i>	2,57	1,90	1,85	1,70	1,67	1,55	1,55	1,51	1,48	1,49	1,48
<i>Irlande du Nord</i>	3,13	2,67	2,78	2,44	2,20	1,90	1,90	1,85	1,75	1,80	1,77
Suède	1,92	1,77	1,68	1,74	2,13	1,73	1,50	1,50	1,54	1,57	1,65
Suisse	2,10	1,61	1,55	1,52	1,58	1,48	1,47	1,48	1,50	1,41	1,40
Espagne	2,88	2,80	2,20	1,64	1,36	1,17	1,16	1,20	1,24	1,26	1,26
Grèce	2,40	2,32	2,23	1,67	1,39	1,31	1,26	1,24	1,27	1,25	1,27
Italie	2,43	2,21	1,64	1,42	1,33	1,20	1,21	1,22	1,24	1,25	1,26
Portugal	3,01	2,75	2,25	1,72	1,57	1,41	1,48	1,50	1,55	1,45	1,47
Chypre <sup>(1)</sup>	2,54	2,01	2,46	2,38	2,42	2,03	1,76	1,67	1,64	1,57	1,49
Malte	–	2,17	1,98	1,99	2,04	1,82	1,81	1,72	1,66	1,45	1,46
Albanie	5,12	–	3,62	3,21	3,00	2,62	2,18	2,10	–	–	–
Bosnie-Herzégovine	2,71	2,38	1,93	1,89	1,71	–	1,56	1,36	1,28	1,23	1,23
Croatie	1,83	1,92	1,92	1,81	1,67	1,50	1,44	1,38	1,40	1,37	1,34
Macédoine	2,98	2,71	2,47	2,31	2,06	2,13	1,90	1,76	1,88	1,73	1,77
Slovénie	2,12	2,17	2,10	1,71	1,46	1,29	1,23	1,21	1,26	1,21	1,21
Serbie-Monténégro	2,30	2,33	2,29	2,22	2,10	1,89	1,71	1,64	1,66	1,71	–

	Année										
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Bulgarie	2,17	2,22	2,05	1,98	1,82	1,23	1,11	1,23	1,30	1,24	1,21
Hongrie	1,98	2,35	1,91	1,85	1,87	1,57	1,32	1,28	1,32	1,31	1,30
Pologne	2,26	2,26	2,26	2,32	2,05	1,62	1,44	1,37	1,34	1,29	1,24
Roumanie	2,90	2,60	2,43	2,31	1,84	1,34	1,32	1,30	1,31	1,27	1,26
République tchèque	1,90	2,40	2,10	1,96	1,90	1,28	1,16	1,13	1,14	1,14	1,17
Slovaquie	2,40	2,53	2,31	2,26	2,09	1,52	1,37	1,33	1,30	1,20	1,19
Russie	2,00	1,97	1,86	2,05	1,90	1,34	1,25	1,17	1,21	1,25	1,32
Estonie	2,16	2,04	2,02	2,12	2,04	1,32	1,21	1,24	1,34	1,34	1,37
Lettonie	2,02	1,97	1,90	2,09	2,01	1,26	1,10	1,18	1,24	1,21	1,24
Lituanie	2,39	2,18	1,99	2,09	2,03	1,55	1,46	1,46	1,39	1,30	1,24
Biélorussie	2,30	2,20	2,04	2,08	1,90	1,40	1,29	1,29	1,31	1,27	1,22
Moldavie	2,56	2,52	2,41	2,75	2,39	1,74	1,67	1,39	1,30	1,25	1,21
Ukraine	2,10	2,02	1,95	2,02	1,89	1,38	1,19	1,10	1,09	–	1,10
Arménie	3,17	2,79	2,33	2,56	2,63	1,63	1,45	1,20	1,11	1,02	1,21
Azerbaïdjan	4,56	3,92	3,23	2,94	2,62	2,30	1,89	1,72	1,71	1,60	1,58
Géorgie	2,62	2,52	2,21	2,27	2,15	1,54	1,49	1,44	1,46	1,44	1,42
Turquie	5,68	5,09	4,36	3,59	2,99	2,62	2,38	2,53	2,48	2,52	2,46
Israël	3,41	3,21	2,76	2,85	2,69	2,88	2,98	2,94	2,95	2,89	2,89
Canada	2,32	1,83	1,68	1,61	1,71	1,67	1,52	1,51	1,49	1,51	1,51
États-Unis	2,43	1,77	1,85	1,84	2,08	1,98	2,00	2,01	2,06	2,03	2,01
Australie	2,86	2,15	1,89	1,89	1,90	1,82	1,76	1,75	1,76	1,73	1,76
Nouvelle-Zélande	3,17	2,35	2,02	1,92	2,16	2,01	1,96	1,97	1,98	1,93	1,95
Japon	2,13	1,91	1,75	1,76	1,54	1,42	1,38	1,34	1,36	1,33	–
Pays accédants à l'UE	–	2,29	2,16	2,18	2,00	1,53	1,36	1,32	1,31	1,26	1,24
Europe des Vingt-cinq	–	2,02	1,88	1,70	1,64	1,45	1,45	1,46	1,48	1,46	1,46
Europe des Quinze	2,38	1,96	1,82	1,60	1,57	1,43	1,45	1,47	1,50	1,49	1,50

(1) Zone contrôlée par le gouvernement.  
Source : ODE.

TABLEAU 4. – DESCENDANCE FINALE DES GÉNÉRATIONS FÉMININES (NOMBRE MOYEN D'ENFANTS PAR FEMME)

	Génération																
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Allemagne	2,18	2,16	1,97	1,80	1,72	1,67	1,65	1,63	1,61	1,58	1,56	1,53	1,49	1,46	–	–	–
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	2,14	2,17	1,97	1,78	1,69	1,62	1,60	1,58	1,55	1,53	1,51	1,48	–	–	–	–	–
<i>Allemagne de l'Est</i>	–	2,12	1,99	1,87	1,79	1,81	1,80	1,76	1,72	1,67	1,62	1,57	1,52	1,47	–	–	–
Autriche	2,32	2,45	2,12	1,96	1,87	1,77	1,70	1,68	1,67	1,66	1,65	1,64	1,62	1,60	1,57	–	–
Belgique	2,29	2,27	2,16	1,93	1,83	1,83	1,86	1,85	1,82	1,81	1,79	–	–	–	–	–	–
Danemark	2,36	2,38	2,24	2,08	1,90	1,84	1,90	1,91	1,92	1,92	1,93	1,92	1,92	1,92	–	–	–
Finlande	2,46	2,29	2,04	1,88	1,86	1,90	1,96	1,95	1,94	1,93	1,92	1,91	1,89	1,87	–	–	–
France	2,63	2,57	2,41	2,22	2,11	2,13	2,11	2,10	2,08	2,06	2,04	2,02	2,01	1,99	–	–	–
Irlande	–	3,52	3,23	3,27	3,04	2,67	2,41	2,35	2,30	2,27	2,23	2,18	2,14	–	–	–	–
Islande	3,56	3,40	3,10	2,82	2,66	2,51	2,47	2,43	2,40	2,38	2,40	2,36	2,34	2,32	–	–	–
Luxembourg	–	–	–	1,82	1,72	1,69	1,76	1,77	1,79	1,81	1,81	1,82	1,85	1,82	–	–	–
Norvège	2,48	2,57	2,45	2,21	2,09	2,05	2,09	2,10	2,09	2,08	2,07	2,06	2,05	2,04	2,02	–	–
Pays-Bas	2,67	2,49	2,22	2,00	1,89	1,87	1,85	1,84	1,82	1,81	1,79	1,77	1,76	1,75	–	–	–
Royaume-Uni	–	–	–	–	–	2,01	1,97	1,95	1,93	1,91	1,90	1,89	1,88	1,87	–	–	–
<i>Angleterre-Galles</i>	2,34	2,41	2,35	2,16	2,06	2,02	1,97	1,95	1,93	1,91	1,90	1,89	1,88	1,87	–	–	–
<i>Écosse</i>	2,53	2,58	2,45	2,22	2,06	1,94	1,88	1,87	1,85	1,83	1,80	1,77	1,75	1,73	1,70	–	–
<i>Irlande du Nord</i>	–	–	–	–	–	2,60	2,41	2,38	2,34	2,30	2,26	2,22	2,18	2,13	–	–	–
Suède	2,12	2,14	2,05	1,98	2,00	2,03	2,04	2,03	2,02	2,01	2,00	1,98	1,96	1,94	–	–	–
Suisse	2,18	2,18	2,08	1,86	1,79	1,75	1,78	1,76	1,74	1,71	1,68	1,65	1,63	1,61	–	–	–
Espagne	2,65	2,63	2,55	2,43	2,14	1,90	1,76	1,71	1,66	1,66	1,64	1,59	–	–	–	–	–
Grèce	–	–	2,10	2,00	2,02	2,00	1,93	1,88	1,81	1,78	1,76	1,75	1,74	1,72	1,66	–	–
Italie	2,28	2,28	2,14	2,07	1,89	1,80	1,66	1,63	1,60	1,57	1,52	1,49	–	–	–	–	–
Portugal	2,94	2,88	2,66	2,42	2,08	2,04	1,89	1,87	1,86	1,84	1,82	1,82	1,81	1,78	1,74	–	–
Chypre <sup>(1)</sup>	–	–	–	–	2,29	2,31	2,43	2,43	2,46	2,50	2,53	2,56	2,53	2,44	–	–	–
Malte	–	–	–	–	–	–	–	2,08	2,07	2,06	2,03	2,00	1,95	1,89	1,81	–	–
Albanie	–	4,30	3,73	2,90	2,26	2,60	2,90	2,86	2,79	2,68	2,57	2,48	2,41	2,38	2,37	–	–
Bosnie-Herzégovine	3,60	3,04	2,75	2,34	2,17	1,95	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Croatie	2,16	2,00	1,96	1,78	1,86	1,92	1,98	1,96	1,95	1,92	1,90	1,88	1,84	1,79	–	–	–
Macédoine	3,75	3,26	3,06	2,64	2,35	2,29	2,29	2,26	2,22	2,21	2,21	2,20	2,19	2,18	2,16	2,13	2,10
Slovénie	2,10	2,07	2,01	1,83	1,90	1,96	1,87	1,85	1,84	1,81	1,79	1,77	1,75	1,73	1,70	1,67	–
Serbie-Monténégro	2,51	2,29	2,39	2,31	2,28	2,27	2,30	2,26	2,22	2,20	2,19	2,16	2,13	2,09	2,05	–	–

	Génération																
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Bulgarie	2,13	2,04	2,08	2,07	2,07	2,03	1,95	1,91	1,87	1,87	1,86	1,83	1,79	1,77	1,72	1,66	1,60
Hongrie	2,07	1,99	1,92	1,90	1,95	1,94	2,02	2,03	2,02	2,00	1,98	1,97	1,96	1,93	1,89	1,84	1,80
Pologne	2,78	2,60	2,41	2,27	2,19	2,17	2,18	2,14	2,11	2,07	2,03	2,00	1,98	1,96	1,91	1,85	1,79
Roumanie	–	2,38	2,43	2,44	2,45	2,28	2,15	2,10	2,06	2,02	1,97	1,91	1,81	1,71	1,64	1,62	1,60
République tchèque	2,14	2,12	2,06	2,03	2,10	2,07	2,03	2,01	1,99	1,96	1,94	1,93	1,91	1,88	1,86	1,82	1,78
Slovaquie	2,87	2,72	2,55	2,38	2,31	2,22	2,18	2,17	2,14	2,11	2,07	2,04	2,01	1,99	1,95	1,91	1,85
Russie	–	–	1,94	1,82	1,88	1,88	1,83	1,80	1,75	1,71	1,68	1,65	1,62	1,59	1,56	1,53	–
Estonie	–	–	–	1,85	1,97	2,00	2,01	1,98	1,94	1,91	1,90	1,87	1,84	1,83	1,80	1,76	–
Lettonie	–	–	–	–	1,87	1,84	1,94	1,92	1,88	1,83	1,79	1,77	1,77	1,76	1,73	1,69	1,62
Lituanie	–	–	1,99	1,97	2,01	1,94	1,88	1,83	1,78	1,74	1,72	1,72	1,71	1,71	1,72	1,72	1,69
Biélorussie	–	–	1,97	1,94	1,99	1,86	1,90	1,82	1,75	1,69	1,64	1,62	1,62	1,63	1,64	1,64	1,62
Moldavie	–	–	–	–	–	–	2,35	2,27	2,19	2,10	2,03	1,97	1,95	1,96	–	–	–
Ukraine	–	–	–	–	–	–	–	–	1,79	1,73	1,68	1,64	1,62	1,62	1,61	–	–
Arménie	–	–	2,94	2,56	2,41	2,28	2,28	2,28	2,28	2,26	2,23	2,18	2,11	2,00	1,90	1,82	1,78
Azerbaïdjan	–	–	4,03	3,54	3,34	2,82	2,58	2,52	2,44	2,37	2,32	2,28	2,25	2,23	2,20	2,16	2,11
Géorgie	–	–	–	–	–	–	–	2,09	2,05	1,96	1,87	1,79	1,74	1,72	1,70	1,72	–
Turquie	–	–	–	4,48	3,98	3,97	3,76	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Israël	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Canada	3,36	3,07	2,68	2,15	1,93	1,85	1,83	1,81	1,79	1,77	1,74	1,72	–	–	–	–	–
États-Unis	3,18	3,14	2,73	2,26	2,03	1,99	2,02	2,03	2,03	2,04	2,06	2,07	2,08	–	–	–	–
Australie	3,07	3,07	2,81	2,49	2,35	2,25	2,15	2,13	2,12	2,09	2,06	2,03	2,00	–	–	–	–
Nouvelle-Zélande	3,63	3,45	3,10	2,73	2,55	2,44	2,36	2,33	2,31	2,29	2,27	2,25	–	–	–	–	–
Japon	2,10	2,02	1,99	2,04	2,02	1,98	1,82	1,77	1,71	–	–	–	–	–	–	–	–
Pays accédants à l'UE	–	–	–	–	–	–	–	–	2,04	2,01	1,98	1,95	1,94	1,91	1,88	1,83	–
Europe des Vingt-cinq	–	–	–	–	–	–	–	–	1,82	1,80	1,77	–	–	–	–	–	–
Europe des Quinze	–	–	–	–	–	1,90	1,84	1,81	1,78	1,76	1,74	–	–	–	–	–	–

(1) Zone contrôlée par le gouvernement.  
*Note* : pour les générations n'ayant pas encore atteint 50 ans, la descendance finale est estimée par gel des derniers taux observés au-delà de l'âge auquel 85% de la descendance estimée est déjà observée.  
*Source* : ODE.

TABLEAU 5. – ÂGE MOYEN À LA MATERNITÉ DES GÉNÉRATIONS FÉMININES (EN ANNÉES ET DIXIÈMES D'ANNÉES)

	Génération																
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Allemagne	27,5	26,9	25,9	25,3	25,8	26,5	27,1	27,3	27,4	27,6	27,8	28,0	28,2	28,4	–	–	–
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	27,9	27,2	26,2	25,6	26,2	27,1	27,9	28,1	28,3	28,4	28,6	28,7	–	–	–	–	–
<i>Allemagne de l'Est</i>	–	25,9	24,9	24,1	24,4	24,6	24,3	24,3	24,4	24,5	24,6	24,9	25,1	25,4	–	–	–
Autriche	28,0	27,1	26,0	25,2	25,4	25,9	26,6	26,7	26,8	27,0	27,2	27,3	27,5	27,6	27,7	–	–
Belgique	28,0	27,2	26,4	25,9	26,2	26,7	27,4	27,5	27,7	27,8	28,0	–	–	–	–	–	–
Danemark	26,8	26,2	25,8	25,6	26,2	27,3	28,5	28,7	28,8	29,0	29,1	29,1	29,2	29,3	–	–	–
Finlande	27,5	26,7	26,4	26,7	27,4	28,0	28,7	28,8	29,0	29,1	29,2	29,2	29,3	29,3	–	–	–
France	27,5	27,1	26,4	26,0	26,5	27,0	27,7	27,9	28,0	28,2	28,4	28,6	28,8	28,9	–	–	–
Irlande	–	30,6	29,9	29,3	28,6	28,5	29,0	29,2	29,4	29,6	29,8	30,0	30,2	–	–	–	–
Islande	27,7	26,6	26,0	26,0	26,2	26,9	27,4	27,5	27,6	27,8	27,9	28,0	28,1	28,2	–	–	–
Luxembourg	–	–	–	26,0	26,9	27,7	28,6	28,7	28,9	29,1	29,2	29,2	29,2	29,4	–	–	–
Norvège	28,2	27,0	26,2	25,9	26,2	27,1	28,1	28,2	28,3	28,4	28,5	28,5	28,6	28,6	28,7	–	–
Pays-Bas	29,2	28,1	27,1	26,5	27,1	28,2	29,3	29,4	29,5	29,7	29,9	30,0	30,1	30,2	–	–	–
Royaume-Uni	–	–	–	–	–	27,2	27,8	27,9	28,0	28,1	28,2	28,2	28,2	28,2	–	–	–
<i>Angleterre-Galles</i>	27,9	27,1	26,2	25,9	26,5	27,2	27,9	28,0	28,1	28,2	28,3	28,3	28,3	28,3	–	–	–
<i>Écosse</i>	28,1	27,1	26,2	25,8	26,1	26,7	27,4	27,6	27,7	27,8	27,9	28,0	28,0	28,0	28,1	–	–
<i>Irlande du Nord</i>	–	–	–	–	–	27,5	27,7	27,8	27,9	28,1	28,2	28,2	28,3	28,4	–	–	–
Suède	27,2	26,7	26,4	26,4	27,2	28,0	28,7	28,7	28,7	28,7	28,7	28,8	28,8	28,9	–	–	–
Suisse	28,7	27,9	26,9	26,8	27,2	28,1	28,7	28,8	29,0	29,1	29,3	29,4	29,5	29,6	–	–	–
Espagne	30,2	29,9	29,0	28,2	27,5	27,2	27,9	28,1	28,4	28,7	28,9	29,0	–	–	–	–	–
Grèce	–	–	27,9	27,0	26,3	25,9	26,0	26,1	26,2	26,4	26,7	27,0	27,2	27,4	27,7	–	–
Italie	29,2	28,6	27,8	27,0	26,9	27,1	27,9	28,2	28,4	28,6	28,9	29,1	–	–	–	–	–
Portugal	29,4	28,8	27,9	27,1	26,8	26,2	26,5	26,8	27,0	27,1	27,3	27,4	27,6	27,7	27,9	–	–
Chypre <sup>(1)</sup>	–	–	–	–	27,4	27,5	27,3	27,3	27,2	27,1	27,0	26,8	26,7	26,9	–	–	–
Malte	–	–	–	–	–	–	–	28,4	28,4	28,3	28,3	28,2	28,1	28,1	28,1	–	–
Albanie	–	27,6	26,7	27,3	29,2	28,8	27,4	27,3	27,2	27,2	27,2	27,2	27,2	27,2	27,2	–	–
Bosnie-Herzégovine	27,9	27,2	26,6	25,9	25,6	25,7	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Croatie	26,4	26,1	25,8	25,6	25,4	25,4	25,8	25,8	25,9	26,1	26,2	26,3	26,3	26,4	–	–	–
Macédoine	27,6	27,3	26,7	26,1	25,9	25,6	25,5	25,5	25,5	25,6	25,6	25,6	25,7	25,7	25,7	25,7	25,7
Slovénie	27,7	27,3	26,6	25,8	25,4	24,8	24,9	25,1	25,3	25,5	25,6	25,8	26,0	26,2	26,4	26,6	–
Serbie-Monténégro	26,3	26,4	26,1	26,0	25,7	25,9	26,1	26,1	26,2	26,3	26,3	26,3	26,2	26,3	26,3	–	–

	Génération																
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Bulgarie	25,1	24,9	24,6	24,3	24,1	23,9	23,7	23,7	23,6	23,6	23,5	23,5	23,6	23,6	23,6	23,8	24,0
Hongrie	25,5	25,3	25,4	25,3	25,0	24,9	25,1	25,2	25,2	25,3	25,4	25,5	25,6	25,7	25,8	25,9	26,0
Pologne	–	–	–	–	26,5	26,3	26,0	26,0	26,0	25,9	25,9	25,9	25,9	25,9	25,9	26,0	26,0
Roumanie	–	26,8	26,5	25,6	25,1	25,0	24,5	24,4	24,3	24,2	24,1	24,2	24,3	24,4	24,6	24,8	24,9
République tchèque	25,4	25,1	25,0	25,2	24,9	24,5	24,6	24,6	24,6	24,7	24,7	24,8	24,8	24,9	25,0	25,1	25,2
Slovaquie	26,5	26,0	25,5	25,5	25,4	25,2	25,0	25,0	25,0	24,9	24,9	24,9	25,0	25,0	24,9	25,0	25,1
Russie	–	–	26,6	26,1	26,2	25,8	25,0	24,9	24,8	24,7	24,7	24,6	24,5	24,5	24,5	24,5	–
Estonie	–	–	–	–	26,2	25,9	25,3	25,3	25,3	25,3	25,3	25,3	25,4	25,4	25,6	25,8	–
Lettonie	–	–	–	–	26,4	26,3	25,5	25,4	25,4	25,3	25,3	25,3	25,3	25,3	25,4	25,5	25,7
Lituanie	–	–	27,9	27,3	26,6	26,4	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	25,9	25,9	25,8	25,7	25,7	25,6
Biélorussie	–	–	27,2	26,8	26,3	25,9	25,1	25,1	25,1	25,0	25,0	24,9	24,8	24,8	24,8	24,7	24,8
Moldavie	–	–	–	–	–	–	25,4	25,3	25,2	25,2	25,2	25,2	25,1	25,1	–	–	–
Ukraine	–	–	–	–	–	–	–	–	24,5	24,4	24,3	24,3	24,2	24,1	24,0	–	–
Arménie	–	–	26,4	25,9	25,6	25,6	25,1	25,0	24,8	24,6	24,4	24,2	24,0	24,0	24,0	23,9	23,8
Azerbaïdjan	–	–	27,9	27,4	26,9	27,1	26,7	26,6	26,5	26,5	26,4	26,2	26,1	25,9	25,8	25,7	25,7
Géorgie	–	–	–	–	–	–	–	25,4	25,4	25,4	25,4	25,3	25,2	25,1	25,0	24,8	–
Turquie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Israël	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Canada	27,4	26,1	25,3	25,7	26,5	27,1	27,8	27,9	28,0	28,1	28,2	28,2	–	–	–	–	–
États-Unis	26,3	25,2	24,7	25,0	25,9	26,6	26,9	27,0	27,1	27,1	27,2	27,2	27,2	–	–	–	–
Australie	27,5	26,6	26,1	26,1	26,4	27,3	28,2	28,3	28,5	28,6	28,7	28,8	28,9	–	–	–	–
Nouvelle-Zélande	27,6	26,5	25,8	25,5	25,8	26,8	27,8	28,0	28,1	28,2	28,3	28,4	–	–	–	–	–
Japon	27,1	27,6	27,6	27,4	27,6	28,2	28,7	28,8	28,8	–	–	–	–	–	–	–	–
Pays accédants à l'UE	–	–	–	–	–	–	–	–	25,6	25,6	25,6	25,6	25,6	25,6	25,7	25,7	–
Europe des Vingt-cinq	–	–	–	–	–	–	–	–	27,6	27,8	28,0	–	–	–	–	–	–
Europe des Quinze	–	–	–	–	–	27,0	27,7	27,8	28,0	28,2	28,4	–	–	–	–	–	–

(1) Zone contrôlée par le gouvernement.

Source : ODE.

TABLEAU 6. – ÂGE MOYEN À LA NAISSANCE DU 1<sup>ER</sup> ENFANT DANS LES GÉNÉRATIONS FÉMININES (EN ANNÉES ET DIXIÈMES D'ANNÉES)

	Génération																		
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Allemagne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>Allemagne de l'Est</i>	–	23,1	22,8	22,2	22,2	22,3	22,1	22,2	22,3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autriche	–	–	–	–	–	–	–	–	25,2	25,3	25,5	25,7	25,8	25,9	26,0	–	–	–	–
Belgique	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Danemark	–	–	–	–	23,9	24,9	26,2	26,8	27,0	27,1	27,2	27,3	27,3	27,3	–	–	–	–	–
Finlande	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
France	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Irlande	–	–	–	–	–	25,6	26,3	27,1	27,3	27,5	27,7	27,9	–	–	–	–	–	–	–
Islande	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Luxembourg	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Norvège	–	–	–	–	–	–	–	–	–	26,1	26,1	26,2	26,2	26,3	26,4	–	–	–	–
Pays-Bas	26,0	25,5	25,0	24,5	25,1	26,3	27,5	28,0	28,2	28,4	28,5	28,7	28,7	–	–	–	–	–	–
Royaume-Uni	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>Angleterre-Galles*</i>	24,9	24,5	23,9	23,9	24,2	25,1	25,8	26,2	26,3	26,3	26,3	26,3	26,3	–	–	–	–	–	–
<i>Écosse</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>Irlande du Nord</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Suède	–	–	–	–	–	25,4	26,5	26,7	26,8	26,8	26,8	26,9	27,0	27,1	–	–	–	–	–
Suisse	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	–	–	–	–	–	25,0	26,0	26,8	27,0	27,2	27,5	27,6	–	–	–	–	–	–	–
Grèce	–	–	25,7	25,0	24,5	24,2	24,3	24,7	25,0	25,3	25,6	25,9	26,1	26,4	–	–	–	–	–
Italie	–	25,7	25,3	24,9	24,9	25,0	26,0	26,8	27,0	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	24,8	25,0	25,2	25,4	25,5	25,7	25,9	26,1	–	–	–	–
Chypre <sup>(1)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Malte	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Albanie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bosnie-Herzégovine	23,4	23,4	23,1	23,0	23,0	23,4	23,6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Croatie	23,7	23,6	23,3	23,2	23,2	23,3	23,4	23,7	23,8	23,9	23,9	24,0	24,1	24,2	24,4	–	–	–	–
Macédoine	23,3	23,6	23,3	23,1	23,3	23,5	23,4	23,4	23,5	23,5	23,6	23,6	23,6	23,6	23,7	23,7	23,7	23,7	–
Slovénie	24,9	24,5	24,0	23,4	23,2	22,8	22,7	23,2	23,4	23,7	23,9	24,1	24,3	24,7	25,0	25,3	–	–	–
Serbie-Monténégro	–	23,3	22,9	22,8	22,9	23,7	23,9	24,3	24,4	24,4	24,4	24,3	24,4	24,5	24,5	24,6	–	–	–

	Génération																		
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Bulgarie	22,6	22,3	22,0	22,1	22,1	22,1	22,0	22,1	22,1	22,1	22,2	22,2	22,3	22,5	22,6	22,7	22,9	23,2	23,4
Hongrie	-	22,7	22,8	22,9	22,7	22,6	22,5	22,8	22,9	23,0	23,2	23,3	23,4	23,6	23,8	23,9	24,1	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,3	23,4	23,4	23,5	23,6	23,8	23,9	24,0
Roumanie	-	-	-	22,4	22,4	22,6	22,3	22,3	22,3	22,5	22,6	22,8	23,0	23,1	23,1	23,2	23,4	23,5	23,6
République tchèque	-	22,7	22,5	22,6	22,6	22,4	22,3	22,5	22,5	22,5	22,6	22,6	22,7	22,8	22,9	23,1	23,3	23,6	-
Slovaquie	-	22,5	22,3	22,6	22,9	22,8	22,7	22,6	22,6	22,7	22,7	22,7	22,6	22,7	22,8	22,9	23,0	23,2	23,3
Russie	-	-	-	-	-	-	22,9	22,8	22,7	22,7	22,6	22,5	22,5	22,5	22,5	22,5	-	-	-
Estonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23,1	23,1	23,1	23,2	-
Lettonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23,1	23,2	23,4	23,6
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biélorussie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moldavie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arménie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Azerbaïdjan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Géorgie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
États-Unis	22,5	22,0	22,0	22,6	23,4	24,1	24,5	24,8	24,8	24,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Australie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays accédants à l'UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Vingt-cinq	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Quinze	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

\* General Household Survey.

(1) Zone contrôlée par le gouvernement.

Source : ODE.

TABLEAU 7. – INFÉCONDITÉ DÉFINITIVE DES GÉNÉRATIONS FÉMININES (PART DES FEMMES SANS ENFANT POUR 100 FEMMES)

	Génération																		
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Allemagne	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>Allemagne de l'Ouest<sup>(1)</sup></i>	–	9,2	10,6	12,7	14,8	20,3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>Allemagne de l'Est</i>	–	16,5	10,8	8,2	7,1	7,6	7,8	10,5	12,3	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autriche	14,4	12,1	11,9	12,4	12,6	15,0	16,6	18,0	21,7	21,3	21,2	21,8	22,4	22,8	23,2	–	–	–	–
Belgique <sup>(2)</sup>	16,8	14,8	13,1	12,8	13,4	15,2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Danemark	–	–	–	–	11,1	12,5	10,1	11,9	12,5	13,1	13,2	13,2	13,3	13,6	–	–	–	–	–
Finlande	–	–	–	–	–	–	–	19,4	19,7	20,1	20,5	21,0	21,4	22,2	–	–	–	–	–
France <sup>(3)</sup>	13,0	10,5	8,3	8,1	8,3	8,3	10,2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Irlande <sup>(2)</sup>	–	–	19,8	17,3	12,2	13,2	15,6	17,6	18,5	19,7	20,8	20,9	–	–	–	–	–	–	–
Islande	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Luxembourg	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Norvège <sup>(4)</sup>	–	9,6	9,5	9,2	10,0	13,5	–	–	–	12,4	11,9	11,7	12,2	12,7	13,5	–	–	–	–
Pays-Bas	14,3	12,1	11,2	11,3	14,6	16,9	17,6	18,1	18,4	18,6	18,7	18,7	18,8	–	–	–	–	–	–
Royaume-Uni	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>Angleterre-Galles*</i>	13,0	11,4	10,7	9,8	13,9	15,8	18,9	20,1	20,3	20,5	20,6	20,6	20,9	–	–	–	–	–	–
<i>Écosse</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>Irlande du Nord</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Suède <sup>(5)</sup>	14,7	13,4	13,2	12,9	13,9	12,8	13,1	13,2	13,2	13,3	13,6	13,9	14,1	14,7	–	–	–	–	–
Suisse	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	–	–	–	–	–	8,1	10,3	12,5	12,5	14,5	16,8	18,2	–	–	–	–	–	–	–
Grèce	–	–	11,3	12,4	9,6	8,3	10,6	15,0	16,4	16,6	16,7	17,1	19,7	23,4	–	–	–	–	–
Italie	–	15,2	14,6	11,7	13,0	12,7	15,3	18,3	20,0	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Portugal <sup>(2)(6)**</sup>	–	–	–	–	11,0	9,7	–	5,3	5,1	4,2	3,6	4,2	5,6	7,7	9,4	–	–	–	–
Chypre <sup>(7)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Malte	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Albanie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bosnie-Herzégovine	11,3	14,8	11,6	15,6	10,2	18,0	16,1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Croatie**	12,8	13,3	8,5	12,1	6,0	7,3	4,7	8,8	10,3	11,6	13,1	15,2	17,7	21,3	24,8	–	–	–	–
Macédoine**	1,0	7,8	2,8	4,6	5,6	10,0	5,8	6,7	6,1	6,3	6,5	5,7	5,4	6,1	6,1	5,2	5,0	6,0	–
Slovénie**	13,2	11,3	8,3	8,8	4,4	1,3	4,0	6,7	8,0	9,2	10,0	10,5	11,3	12,7	14,4	16,2	–	–	–
Serbie-Monténégro**	–	10,9	3,8	7,5	0,2	4,7	1,8	3,8	4,6	5,1	5,0	5,4	6,5	7,6	8,1	8,8	–	–	–

	Génération																		
	1930	1935	1940	1945	1950	1955	1960	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Bulgarie**	9,3	6,5	3,9	5,1	1,3	3,1	3,1	4,6	4,4	4,7	4,8	5,5	6,3	6,9	7,1	8,7	12,5	17,1	20,6
Hongrie	-	9,1	9,1	9,6	9,1	8,5	7,5	8,8	9,6	9,7	9,8	10,3	11,2	12,8	14,4	16,8	19,4	-	-
Pologne <sup>(2)</sup>	-	-	-	10,9	9,5	11,4	10,8	14,0	15,2	15,5	15,5	15,3	16,1	17,0	18,5	20,5	22,2	23,8	25,9
Roumanie	-	-	-	9,0	6,3	8,8	8,2	9,9	11,7	11,6	11,1	12,9	14,8	14,0	13,6	15,3	17,3	20,0	23,3
République tchèque	-	6,5	7,7	7,9	6,6	6,2	6,4	7,0	7,2	7,2	7,6	8,3	8,8	9,4	10,5	12,5	14,7	17,4	-
Slovaquie	-	9,0	8,5	10,9	9,8	10,2	9,8	9,9	10,7	11,2	11,6	12,2	12,9	13,6	14,4	16,0	18,3	20,6	23,8
Russie	-	-	-	-	-	-	5,9	8,5	8,4	8,3	8,4	8,6	8,7	8,8	9,7	11,8	-	-	-
Estonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,3	10,7	8,9	13,4	-
Lettonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13,5	14,8	16,1	19,4
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biélorussie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moldavie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arménie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Azerbaïdjan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Géorgie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
États-Unis	10,0	8,3	9,9	12,9	15,6	16,0	15,3	14,8	14,9	15,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Australie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pays accédants à l'UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Vingt-cinq	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe des Quinze	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

\* General Household Survey.

\*\* Les données conduisent à des mesures de l'infécondité qui peuvent sous-estimer fortement la réalité.

Sources : ODE et :

(1) H. Birg, D. Filip et E.-J. Flöthmann, *Paritätsspezifische Kohortenanalyse des generativen Verhaltens in der BDR nach dem 2. Weltkrieg*, Institut für Bevölkerungsforschung und Socialpolitik, Universität Bielefeld, 1990.

(2) F. Prioux, 1993, « L'infécondité en Europe », in *Démographie européenne*, vol. 2 : Dynamiques démographiques, Paris, Ined/John Libbey Eurotext, p. 231-251.

(3) J.-L. Rallu, 1980, « Descendance des générations françaises et probabilités d'agrandissement », *Population*, 41(4-5), p. 763-802.

(4) H. Brunborg et O. Kravdal, « Fertility by Birth Order in Norway. A Register Based Analysis », Central Bureau of Statistics of Norway, 86/27, 1986.

(5) S. Martinelle, « The Timing of first Birth. Analysis and Prediction of Swedish Birth Rates », Bakgrundsmaterial fran Demografiska Funktionerna, 1990:1, SCB.

(6) F. Munoz-Perez, 1987, « Le déclin de la fécondité dans le Sud de l'Europe », *Population*, 42 (6), 1987, p. 911-941.

(7) Zone contrôlée par le gouvernement.

Les notes numérotées se rapportent aux données figurant en italique.

TABLEAU 8. – INDICATEUR CONJONCTUREL DE PRIMO-NUPTIALITÉ  
(NOMBRE MOYEN DE PREMIERS MARIAGES POUR 1 000 HOMMES OU FEMMES)

	Année																			
	1970		1975		1980		1985		1990		1995		1999		2000		2001		2002	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Allemagne	919	978	771	806	675	693	608	627	593	640	492	562	522	593	525	591	481	539	490	544
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	895	972	734	767	645	658	585	598	601	643	528	597	573	639	567	625	–	–	–	–
<i>Allemagne de l'Est</i>	1 013	983	885	922	787	814	701	738	575	637	332	402	399	477	391	461	–	–	–	–
Autriche	858	913	729	753	689	675	593	598	548	583	514	565	493	541	499	547	434	470	466	503
Belgique	967	983	855	890	740	772	619	652	672	723	522	567	469	504	476	513	446	477	428	456
Danemark	763	809	625	669	494	534	540	573	563	595	614	653	634	670	687	727	660	704	686	728
Finlande	895	940	638	702	609	672	552	584	529	580	524	571	547	579	585	621	556	587	605	637
France	915	920	823	859	690	707	530	537	552	564	485	496	557	580	581	606	573	599	564	588
Irlande	–	1 097	–	945	–	839	–	688	712	696	598	587	–	–	–	–	–	–	–	–
Islande	–	–	772	788	543	552	494	521	439	448	484	504	598	622	681	702	558	584	619	638
Luxembourg	–	877	749	802	650	661	543	562	571	639	498	556	471	532	488	544	449	475	459	503
Norvège	920	956	756	795	615	651	537	569	540	578	502	543	532	519	478	512	417	448	437	470
Pays-Bas	1 013	1 064	768	829	647	676	553	572	620	658	494	529	553	605	542	594	495	540	540	585
Royaume-Uni	1 016	1 040	846	875	758	761	659	661	611	622	523	538	514	527	525	541	493	513	–	–
<i>Angleterre-Galles</i>	1 007	1 037	840	873	755	759	654	655	604	617	516	532	505	519	511	529	473	503	–	–
<i>Écosse</i>	1 086	1 069	897	882	790	777	676	690	638	657	547	575	559	602	575	622	–	–	–	–
<i>Irlande du Nord</i>	1 047	1 030	903	978	776	789	760	761	691	696	573	599	507	550	513	553	–	–	–	–
Suède	584	625	566	629	487	525	493	528	522	553	418	442	434	464	493	528	440	472	460	495
Suisse	833	872	630	654	647	662	645	668	699	744	581	636	595	656	583	641	527	581	598	645
Espagne	1 046	1 007	1 065	1 046	788	763	644	642	673	687	581	601	586	609	600	627	560	591	–	–
Grèce	1 070	1 049	1 181	1 161	870	867	820	829	727	725	718	747	638	682	497	536	593	645	579	638
Italie	1 017	1 009	911	945	787	779	693	673	680	691	595	631	557	602	582	643	578	642	555	621
Portugal	1 442	1 211	1 543	1 390	908	889	787	794	872	877	767	778	782	812	719	750	649	682	624	663
Chypre <sup>(1)</sup>	–	–	–	–	766	784	1 173	1 221	1 105	1 184	1 167	1 277	1 520	1 594	1 500	1 417	1 697	1 436	1 605	1 550
Malte	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	845	873	868	892	721	732	–	–
Albanie	805	754	897	794	858	767	822	798	963	993	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bosnie-Herzégovine	–	–	–	–	–	690	–	710	–	670	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Croatie	–	870	–	820	–	790	–	770	795	700	–	630	660	690	621	646	660	670	–	690
Macédoine	1 009	914	907	857	861	917	856	912	809	866	953	979	819	837	807	832	745	772	812	845
Slovénie	–	959	–	991	–	792	617	643	491	514	492	513	457	481	423	447	407	432	408	435
Serbie-Monténégro	–	920	–	810	–	820	–	800	–	759	742	764	598	621	650	678	632	664	–	–

	Année																			
	1970		1975		1980		1985		1990		1995		1999		2000		2001		2002	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Bulgarie	962	971	960	1 004	923	970	897	961	898	903	544	546	510	530	504	534	475	509	439	471
Hongrie	989	967	942	997	766	894	797	856	770	773	574	559	455	464	475	492	419	438	447	469
Pologne	1 007	908	941	932	830	903	789	887	869	911	682	672	665	661	631	628	576	575	567	566
Roumanie	926	823	987	975	893	1 016	875	891	940	915	730	728	627	656	602	638	593	634	611	657
République tchèque	899	914	923	991	795	899	880	911	1 006	1 016	520	503	468	477	482	496	453	474	458	483
Slovaquie	948	863	937	941	805	873	838	903	927	959	590	582	540	548	509	520	461	475	480	498
Russie	1 138	1 061	1 036	1 032	916	959	883	967	953	1 003	729	750	–	–	–	–	–	–	–	–
Estonie	–	1 040	–	940	–	940	–	880	–	790	424	455	356	372	367	374	395	397	421	422
Lettonie	–	–	–	1 010	–	970	–	930	853	925	451	473	387	402	390	399	405	414	431	438
Lituanie	–	1 137	–	1 011	–	940	–	977	979	1 046	657	703	567	592	542	561	505	526	521	535
Biélorussie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	741	740	639	647	703	706	–	678
Moldavie	–	–	–	–	–	1 110	–	1 060	–	1 190	–	890	–	–	–	–	–	508	544	581
Ukraine	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Arménie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	920	–	515	397	387	344	336	–	370	–	–
Azerbaïdjan	–	680	–	830	–	980	–	1 050	–	1 035	–	645	557	519	594	545	625	571	625	571
Géorgie	–	–	–	–	–	990	–	960	775	803	633	570	436	430	366	371	308	323	322	330
Turquie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	840	–	750	–	760	–	670	–	670	–	–
Israël	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Canada	976	939	836	803	697	685	619	632	582	631	–	564	459	484	515	546	–	–	–	–
États-Unis	–	–	827	804	806	808	751	776	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Australie	–	–	745	754	690	696	645	675	643	661	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nouvelle-Zélande	1 061	1 017	816	803	703	691	662	671	645	643	532	530	568	566	556	557	543	546	543	540
Japon	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Pays accédants à l'UE	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	627	623	584	591	569	577	524	534	528	540
Europe des Vingt-cinq	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	553	590	561	599	563	602	542	580	530	568
Europe des Quinze	–	–	–	–	–	–	–	–	618	643	533	571	545	589	551	597	536	582	522	567

(1) Zone contrôlée par le gouvernement.

Source : ODE.

TABLEAU 9. – PROPORTION DE NAISSANCES HORS MARIAGE (POUR 100 NAISSANCES)

	Année										
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	7,2	8,5	11,9	16,2	15,3	16,1	20,0	22,1	23,4	25,0	26,1
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	5,5	6,1	7,6	9,4	10,5	12,9	15,9	17,7	18,6	19,6	20,6
<i>Allemagne de l'Est</i>	13,3	16,1	22,8	33,8	35,0	41,8	47,1	49,9	51,5	53,7	55,4
Autriche	12,8	13,5	17,8	22,4	23,6	27,4	29,5	30,5	31,3	33,1	33,8
Belgique	2,8	3,1	4,1	7,1	11,6	17,3	–	–	–	–	–
Danemark	11,0	21,7	33,2	43,0	46,4	46,5	44,8	44,9	44,6	44,6	44,6
Finlande	5,8	10,1	13,1	16,4	25,2	33,1	37,2	38,7	39,2	39,5	39,9
France	6,8	8,5	11,4	19,6	30,1	37,6	40,7	41,7	42,6	43,7	–
Irlande	2,7	3,7	5,0	8,5	14,5	22,3	28,7	31,1	31,5	31,3	31,1
Islande	29,9	33,0	39,7	48,0	55,2	60,9	64,0	62,6	65,2	63,1	62,3
Luxembourg	4,0	4,2	6,0	8,7	12,9	13,1	17,5	18,6	21,9	22,3	23,2
Norvège	6,9	10,3	14,5	25,8	38,6	47,6	49,0	50,9	49,6	49,7	50,3
Pays-Bas	2,1	2,1	4,1	8,3	11,4	15,5	20,8	22,7	24,9	27,2	29,1
Royaume-Uni	8,0	9,0	11,5	18,9	27,9	33,6	37,6	38,8	39,5	40,1	40,6
<i>Angleterre-Galles</i>	8,3	9,1	11,8	19,2	28,3	33,9	37,8	38,9	39,5	40,0	40,6
<i>Écosse</i>	7,7	9,3	11,1	18,5	27,1	33,4	38,8	41,2	42,6	43,3	44,0
<i>Irlande du Nord</i>	3,8	4,8	6,1	11,6	18,8	23,2	28,5	30,3	31,8	32,5	33,5
Suède	18,6	32,8	39,7	46,4	47,0	53,0	54,7	55,3	55,3	55,5	56,0
Suisse	3,8	3,7	4,7	5,6	6,1	6,8	8,8	10,0	10,7	11,4	11,7
Espagne	1,4	2,0	3,9	8,0	9,6	11,1	14,5	16,3	17,7	–	–
Grèce	1,1	1,2	1,5	1,8	2,2	3,0	3,8	3,9	4,0	4,3	3,9
Italie	2,1	2,5	4,2	5,3	6,3	8,1	8,7	9,2	9,7	11,0	12,2
Portugal	6,9	7,2	9,2	12,3	14,7	18,7	20,2	20,9	22,2	23,8	25,5
Chypre <sup>(1)</sup>	0,2	0,7	0,6	0,4	0,7	1,4	2,1	2,2	2,3	2,5	3,5
Malte	–	–	1,1	–	1,8	4,6	8,4	10,1	10,9	12,9	15,0
Albanie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bosnie-Herzégovine	5,3	5,6	5,4	6,0	7,4	–	10,1	10,1	10,3	10,6	10,7
Croatie	5,4	4,9	5,1	5,9	7,0	7,5	8,1	8,2	9,0	9,4	9,6
Macédoine	6,2	6,6	6,1	6,6	7,1	8,2	9,5	9,8	9,8	10,4	10,7
Slovénie	8,5	9,9	13,1	19,1	24,5	29,8	33,6	35,4	37,1	39,4	40,2
Serbie-Monténégro	11,7	9,9	10,1	10,7	12,7	16,4	19,9	20,2	20,4	20,2	–

	Année										
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Bulgarie	9,3	9,3	10,9	11,7	12,4	25,7	31,5	35,1	38,4	42,0	42,8
Hongrie	5,4	5,6	7,1	9,2	13,1	20,7	26,6	28,0	29,0	30,3	31,4
Pologne	5,0	4,7	4,8	5,0	6,2	9,5	11,6	11,7	12,1	13,1	14,4
Roumanie	3,5	3,5	2,8	3,7	4,0	19,7	23,0	24,1	25,5	26,7	26,7
République tchèque	5,4	4,5	5,6	7,3	8,6	15,6	19,0	20,6	21,8	23,5	25,3
Slovaquie	6,2	5,2	5,7	6,6	7,6	12,6	15,3	16,9	18,3	19,8	21,6
Russie	10,6	10,7	10,8	12,0	14,6	21,1	27,0	27,9	28,0	28,8	29,5
Estonie	14,1	15,7	18,3	20,7	27,2	44,2	52,7	54,2	54,5	56,2	56,3
Lettonie	11,4	11,7	12,5	14,4	16,9	29,9	37,1	39,1	40,3	42,1	43,1
Lituanie	5,1	6,2	6,3	7,0	7,0	12,8	18,0	19,8	22,6	25,4	27,9
Biélorussie	7,3	7,4	6,4	7,1	8,5	13,5	17,0	17,8	18,6	20,5	21,4
Moldavie	–	8,0	7,4	8,8	11,1	13,3	15,7	16,6	20,5	–	–
Ukraine	9,2	8,8	8,8	8,1	11,2	13,2	16,2	17,4	17,3	18,0	19,0
Arménie	1,7	2,8	4,3	6,5	9,3	9,3	12,8	13,7	14,6	15,3	13,2
Azerbaïdjan	3,4	5,2	3,0	2,6	2,6	5,8	5,6	6,4	5,4	6,6	7,6
Géorgie	–	0,2	4,7	10,5	18,2	29,2	35,4	36,4	41,1	44,4	45,9
Turquie	–	3,8	2,9	3,8	4,4	–	–	–	–	–	–
Israël	0,7	0,8	1,0	1,1	1,6	–	–	–	1,9	1,9	–
Canada	9,9	10,0	13,0	17,9	–	–	–	–	–	–	–
États-Unis	10,7	14,2	18,4	22,0	28,0	32,2	32,8	33,0	33,2	33,5	33,8
Australie	–	–	12,4	15,5	21,9	26,6	28,8	29,1	29,3	30,7	31,2
Nouvelle-Zélande	13,3	16,7	21,4	24,7	34,0	40,7	41,5	43,4	43,0	43,7	–
Japon	0,9	0,8	0,8	1,0	1,1	1,2	1,4	1,6	1,6	1,7	–
Pays accédants à l'UE	–	–	5,9	6,8	8,6	13,6	16,8	17,7	18,7	20,0	21,6
Europe des Vingt-cinq	–	–	8,8	13,1	17,5	21,8	–	–	–	–	–
Europe des Quinze	–	–	9,6	14,9	19,6	23,5	–	–	–	–	–

(1) Zone contrôlée par le gouvernement.

Source : ODE.

TABLEAU 10. – INDICATEUR CONJONCTUREL DE DIVORTIALITÉ (NOMBRE MOYEN DE DIVORCES POUR 100 MARIAGES)

	Année										
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	16,6	25,1	25,2	33,6	29,4	33,4	39,3	39,4	40,6	41,8	–
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	15,0	22,0	22,8	32,0	31,4	38,0	–	–	–	–	–
<i>Allemagne de l'Est</i>	19,1	30,1	31,9	39,0	23,7	18,4	–	–	–	–	–
Autriche	18,2	19,7	26,2	30,8	32,8	38,3	38,7	40,6	43,4	45,9	44,7
Belgique	9,7	15,8	20,7	26,8	31,1	54,9	43,5	44,0	45,5	50,2	53,8
Danemark	25,1	36,5	39,9	46,0	43,8	41,2	41,1	42,2	44,8	44,9	46,6
Finlande	16,9	25,5	27,7	27,6	42,4	48,3	49,6	51,0	51,2	50,7	50,1
France	12,3	17,1	22,4	30,7	32,2	38,1	38,1	38,5	37,8	37,6	–
Irlande	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Islande	18,0	25,8	28,2	35,6	33,6	33,9	35,4	34,7	39,5	39,4	36,7
Luxembourg	9,6	10,1	25,9	30,6	36,1	33,2	46,3	47,6	47,4	47,6	50,9
Norvège	13,3	20,5	25,0	32,6	43,1	45,4	41,4	40,4	44,7	45,8	46,1
Pays-Bas	11,0	19,3	25,3	35,2	30,4	36,4	35,5	36,9	38,3	41,3	37,2
Royaume-Uni	16,0	30,0	38,0	42,0	42,0	43,0	42,6	–	–	–	–
<i>Angleterre-Galles</i>	16,2	31,9	39,6	43,8	42,5	45,0	44,0	44,3	43,5	–	–
<i>Écosse</i>	–	18,3	26,1	34,0	32,4	34,0	–	–	–	–	–
<i>Irlande du Nord</i>	–	–	–	15,1	17,6	22,2	–	–	–	–	–
Suède	23,3	49,8	42,4	45,1	44,5	51,6	50,9	52,8	54,9	54,2	55,1
Suisse	15,3	20,8	27,3	29,4	33,2	37,8	42,9	50,2	25,5	38,6	40,3
Espagne	–	–	–	7,5	10,1	14,8	–	–	–	–	–
Grèce	5,0	4,9	9,7	11,0	9,1	17,3	12,7	15,7	–	–	–
Italie	5,0	2,8	3,2	4,1	7,7	8,0	10,1	–	–	12,5	–
Portugal	0,7	2,2	7,5	11,3	11,8	16,2	20,6	24,4	26,2	26,2	38,8
Chypre <sup>(1)</sup>	–	–	4,0	6,0	7,9	14,2	16,8	22,4	21,8	21,7	22,3
Malte	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Albanie	12,0	11,8	11,1	10,9	–	–	–	–	–	–	–
Bosnie-Herzégovine	–	–	–	8,0	5,0	–	–	–	–	–	–
Croatie	12,8	12,9	12,7	14,5	15,4	14,0	13,8	13,1	15,5	16,9	16,4
Macédoine	3,0	8,7	5,6	5,0	5,0	4,3	6,7	6,9	8,8	9,6	8,8
Slovénie	13,2	14,6	14,6	18,8	14,9	13,8	19,6	19,8	20,7	22,0	24,6
Serbie-Monténégro	11,6	11,5	13,8	15,2	13,6	11,5	11,9	11,1	13,2	13,6	–

	Année										
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Bulgarie	14,0	15,0	18,0	21,0	16,3	18,5	20,0	19,2	21,1	21,0	21,5
Hongrie	21,6	23,7	25,4	29,1	26,7	33,8	38,0	38,9	37,5	39,1	41,7
Pologne	14,0	15,0	14,0	17,0	15,0	14,0	17,3	16,3	17,3	18,1	18,4
Roumanie	4,5	20,2	19,4	18,6	19,4	20,3	24,2	21,1	19,1	19,4	20,0
République tchèque	26,0	30,0	31,0	36,0	38,0	38,4	43,0	32,4	41,3	44,6	45,6
Slovaquie	10,8	17,7	17,5	20,1	22,9	24,1	24,6	27,5	26,9	28,5	32,5
Russie	33,7	37,9	42,4	40,7	40,0	50,3	–	–	–	–	–
Estonie	–	–	50,0	49,0	46,0	66,4	45,7	48,6	46,7	48,4	47,6
Lettonie	51,0	52,0	54,0	48,0	44,0	34,7	32,1	32,3	34,4	33,9	36,9
Lituanie	25,0	33,1	38,1	38,4	39,4	32,1	39,6	39,7	38,9	41,3	41,0
Biélorussie	–	–	–	–	–	–	–	54,8	52,9	49,6	–
Moldavie	–	–	–	–	–	36,5	27,4	24,9	27,9	32,7	38,9
Ukraine	29,0	34,0	36,0	36,0	37,0	38,0	–	–	40,0	37,0	38,0
Arménie	16,0	15,0	17,0	16,0	18,0	11,0	6,0	–	4,0	5,0	6,3
Azerbaïdjan	–	–	–	–	–	–	–	9,1	10,3	10,4	11,2
Géorgie	–	–	–	–	–	–	–	6,6	6,6	7,4	7,6
Turquie	4,0	5,0	5,0	5,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	–	–
Israël	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Canada	–	29,3	32,8	31,2	38,4	43,1	38,9	–	37,3	–	–
États-Unis	–	54,8	58,9	54,8	–	–	–	–	–	–	–
Australie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nouvelle-Zélande	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Japon	0,9	–	1,2	–	1,3	1,6	1,9	–	–	–	–
Pays accédants à l'UE	–	–	–	–	–	–	26,8	25,0	26,5	27,7	28,7
Europe des Vingt-cinq	–	–	–	–	–	–	31,1	30,8	31,7	32,6	33,5
Europe des Quinze	–	–	–	–	25,6	29,7	32,3	32,2	32,9	33,7	34,6

(1) Zone contrôlée par le gouvernement.  
Source : ODE.

TABLEAU 11A. – NOMBRE D'AVORTEMENTS LÉGAUX

	Année										
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	–	–	179 805	173 792	145 267	97 937	–	134 071	134 609	134 964	130 387
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	–	–	87 702	83 538	78 808	73 798	–	–	–	–	–
<i>Allemagne de l'Est</i>	–	88 756	92 103	90 254	66 459	24 139	–	–	–	–	–
Autriche*	15 613	26 433	23 394	17 907	3 505	2 494	2 367	2 414	2 380	–	–
Belgique	–	–	–	–	–	11 243	11 999	12 734	13 762	14 775	–
Danemark	9 375	27 884	23 334	19 919	20 589	17 720	16 592	16 271	15 681	15 315	–
Finlande	14 757	21 547	15 037	13 833	12 217	9 871	10 750	10 833	10 932	10 700	10 902
France	–	33 454	171 218	173 335	170 428	156 181	–	–	–	–	–
Irlande	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Islande	99	274	523	705	714	807	901	947	989	984	926
Luxembourg	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Norvège	7 941	15 132	13 531	14 599	15 551	13 762	14 028	14 251	14 635	13 888	13 557
Pays-Bas	16 485	15 500	19 700	17 300	18 384	20 932	–	–	–	–	–
Royaume-Uni	91 819	147 029	168 808	181 062	197 131	174 781	199 887	195 394	197 341	197 913	196 587
<i>Angleterre-Galles</i>	75 962	106 224	128 927	141 101	173 900	154 315	177 871	173 701	175 542	–	–
<i>Écosse</i>	5 254	7 327	7 905	9 189	10 219	11 143	12 485	12 167	11 995	12 126	11 594
<i>Irlande du Nord</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Suède	16 100	32 526	34 887	30 838	37 489	31 441	31 008	30 712	30 980	31 772	33 365
Suisse	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	–	–	–	–	37 231	49 367	53 847	58 399	63 756	–	–
Grèce	–	61	117	180	10 145	–	–	–	–	–	–
Italie	–	–	207 644	210 192	161 386	136 817	123 617	138 708	137 470	–	126 164
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Chypre <sup>(1)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Malte	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Albanie	–	11 422	15 912	20 489	26 112	31 874	18 944	19 930	–	–	–
Bosnie-Herzégovine	–	–	–	58 973	–	–	–	–	–	–	–
Croatie	38 529	40 870	47 827	51 549	38 644	14 282	8 907	8 064	7 534	6 574	6 191
Macédoine	15 074	17 645	26 726	29 865	21 994	15 805	12 015	8 479	11 407	–	–
Slovénie	–	–	18 160	17 960	14 731	10 791	9 116	8 707	8 429	7 799	7 327
Serbie-Monténégro	–	–	–	222 573	195 694	96 854	58 739	–	–	–	–

	Année										
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Bulgarie	142 511	143 450	156 056	132 269	144 644	97 092	79 842	72 382	61 378	51 165	50 824
Hongrie	192 283	96 212	80 882	81 970	90 394	76 957	68 971	65 981	59 249	56 404	56 075
Pologne	148 369	138 810	137 950	135 564	59 417	559	–	151	138	123	159
Roumanie	292 409	359 417	413 093	302 838	992 265	502 840	271 496	259 888	257 865	254 855	247 608
République tchèque	71 893	55 511	68 930	83 042	111 268	49 531	42 959	39 382	34 623	32 528	31 142
Slovaquie	27 873	26 160	31 240	36 283	48 437	30 154	21 109	19 949	18 468	18 026	17 382
Russie	4 833 700	4 670 700	4 506 000	4 454 400	4 103 400	2 766 362	2 346 138	2 181 153	2 138 750	2 014 710	1 782 266
Estonie	40 663	38 927	35 497	35 652	29 410	17 671	15 798	14 503	12 743	11 653	10 834
Lettonie	–	–	–	–	–	25 933	19 964	18 031	17 240	15 647	14 685
Lituanie	45 298	45 582	45 200	41 968	27 504	31 278	21 022	18 846	16 259	13 677	12 495
Biélorussie	187 935	194 710	201 852	200 888	260 839	193 280	145 339	135 824	121 895	101 402	89 895
Moldavie	86 093	93 394	96 283	10 2 661	81 931	57 181	33 229	–	20 395	16 028	15 739
Ukraine	1 130 115	1 110 223	1 137 391	1 135 475	1 019 038	740 000	525 300	495 800	–	–	–
Arménie	–	45 480	32 604	33 896	25 282	30 726	18 286	14 403	11 769	10 033	9 372
Azerbaïdjan	58 574	54 581	58 012	53 197	24 611	28 610	24 914	20 878	17 501	18 332	16 606
Géorgie	46 348	81 785	85 285	66 607	56 862	39 538	21 018	18 306	14 951	15 008	13 908
Turquie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Israël	–	–	14 708	18 406	16 446	16 244	–	–	–	–	–
Canada	11 152	53 705	72 099	69 216	92 901	–	–	–	–	–	–
États-Unis	399 000	1 034 000	1 554 000	1 589 000	1 609 000	1 364 000	–	–	1 331 214	–	–
Australie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nouvelle-Zélande	–	–	5 945	7 130	11 173	13 652	15 029	15 501	16 103	16 410	17 380
Japon	732 033	671 597	598 084	550 127	456 797	343 024	332 220	337 288	341 146	341 588	–
Pays accédants à l'UE	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Europe des Vingt-cinq	–	–	–	–	–	964 279	–	–	–	–	–
Europe des Quinze	–	–	843 944	838 358	813 787	721 405	–	–	–	–	–

\* Les avortements correspondent aux avortements survenus à l'hôpital et comprennent, jusqu'en 1988, les fausses couches.  
<sup>(1)</sup> Zone contrôlée par le gouvernement.  
Source : ODE.

TABLEAU 11B.– AVORTEMENTS LÉGAUX (POUR 100 NAISSANCES VIVANTES)

	Année										
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	–	–	20,8	21,4	16,0	12,8	–	17,4	17,6	18,4	18,1
<i>Allemagne de l'Ouest</i>	–	–	14,1	14,3	10,8	10,8	–	–	–	–	–
<i>Allemagne de l'Est</i>	–	48,8	37,6	39,6	37,2	28,8	–	–	–	–	–
Autriche	13,9	28,2	25,7	20,5	3,9	2,8	2,9	3,1	3,0	–	–
Belgique	–	–	–	–	–	9,7	10,5	11,2	12,0	13,0	–
Danemark	13,2	38,7	40,7	37,1	32,5	25,4	25,1	24,6	23,4	23,4	–
Finlande	22,9	32,8	23,8	22,0	18,6	15,7	18,8	18,8	19,3	19,0	19,6
France	–	4,5	21,4	22,6	22,4	21,4	–	–	–	–	–
Irlande	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Islande	2,5	6,3	11,6	18,3	15,0	18,9	21,6	23,1	22,9	24,1	22,9
Luxembourg	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Norvège	12,3	26,9	26,5	28,6	25,5	22,8	24,0	24,0	24,7	24,5	24,5
Pays-Bas	6,9	8,7	10,9	9,7	9,3	11,0	–	–	–	–	–
Royaume-Uni	10,2	21,1	22,4	24,1	24,7	23,9	27,9	27,9	29,1	29,6	29,4
<i>Angleterre-Galles</i>	9,7	17,6	19,6	21,5	24,6	23,8	28,0	27,9	29,0	–	–
<i>Écosse</i>	6,0	10,8	11,5	13,8	15,5	18,6	21,8	22,0	22,6	23,1	22,6
<i>Irlande du Nord</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Suède	14,6	31,4	35,9	31,3	30,2	30,4	34,8	34,8	34,3	34,7	34,8
Suisse	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	–	–	–	–	9,3	13,6	14,7	15,4	16,0	–	–
Grèce	–	0,0	0,1	0,2	9,9	–	–	–	–	–	–
Italie	–	–	31,6	35,7	27,8	26,0	23,2	25,8	25,3	–	23,4
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Chypre <sup>(1)</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Malte	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Albanie	–	16,2	22,5	26,4	31,8	44,2	31,5	34,4	–	–	–
Bosnie-Herzégovine	–	–	–	81,1	–	–	–	–	–	–	–
Croatie	63,1	61,0	70,1	82,3	69,7	28,5	18,9	17,8	17,2	16,0	15,4
Macédoine	39,8	44,6	67,2	77,1	62,1	49,2	41,1	31,0	38,9	–	–
Slovénie	–	–	60,7	69,3	65,9	56,9	51,1	49,7	46,4	44,6	41,9
Serbie-Monténégro	–	–	–	133,6	126,2	68,9	45,7	–	–	–	–

	Année										
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Bulgarie	102,7	99,2	121,7	111,2	137,5	134,9	122,2	100,1	83,3	75,0	76,4
Hongrie	126,7	49,5	54,4	63,0	71,9	68,7	70,9	69,7	60,7	58,1	57,9
Pologne	27,1	21,6	19,8	20,0	10,8	0,1	–	0,0	0,0	0,0	0,0
Roumanie	68,5	85,9	103,6	84,4	315,3	212,5	114,4	110,8	110,0	115,6	117,6
République tchèque	48,6	28,9	44,8	61,1	85,2	51,5	47,5	44,0	38,1	35,9	33,6
Slovaquie	34,6	26,8	32,8	40,2	60,6	49,1	36,7	35,5	33,5	35,3	34,2
Russie	253,9	221,8	204,6	187,5	206,3	202,8	182,8	179,6	168,8	153,6	127,6
Estonie	188,7	182,2	159,9	150,9	131,9	130,8	129,8	116,7	97,5	92,2	83,3
Lettonie	–	–	–	–	–	120,1	108,4	93,0	85,1	79,6	73,3
Lituanie	81,6	88,1	87,3	71,8	48,4	75,9	56,8	51,8	47,6	43,4	41,6
Biélorussie	128,1	132,9	130,7	121,7	183,5	191,1	156,9	146,1	130,1	110,6	101,3
Moldavie	123,4	118,0	121,0	113,5	106,3	101,4	71,1	–	55,2	44,0	44,1
Ukraine	157,1	150,3	153,2	148,9	155,1	150,1	125,3	127,4	–	–	–
Arménie	–	72,3	46,4	42,2	31,6	62,8	46,5	39,5	34,3	31,3	29,1
Azerbaïdjan	38,8	38,5	37,4	29,9	13,4	20,0	20,1	17,8	15,0	16,6	15,0
Géorgie	51,4	91,2	95,3	68,1	61,3	70,2	40,8	37,6	30,7	31,5	29,8
Turquie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Israël	–	–	15,6	18,5	15,9	13,9	–	–	–	–	–
Canada	3,1	14,9	19,4	18,4	22,9	–	–	–	–	–	–
États-Unis	10,7	32,9	43,0	42,3	38,7	35,0	–	–	32,8	–	–
Australie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Nouvelle-Zélande	–	–	11,7	13,6	18,5	23,7	26,5	27,6	28,3	29,4	32,2
Japon	37,8	35,3	37,9	38,4	37,4	28,9	27,6	28,6	28,7	29,2	–
Pays accédants à l'UE	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Europe des Vingt-cinq	–	–	–	–	–	20,0	–	–	–	–	–
Europe des Quinze	–	–	18,2	19,6	18,6	18,0	–	–	–	–	–

(1) Zone contrôlée par le gouvernement.

Source : ODE.

TABLEAU 12. – ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE (EN ANNÉES ET DIXIÈMES D’ANNÉES)

	Année																			
	1970		1975		1980		1985		1990		1995		1999		2000		2001		2002	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Allemagne	67,5	73,5	68,2	74,4	69,6	76,1	71,1	77,4	72,0	78,4	73,2	79,7	74,7	80,7	75,0	81,0	75,5	81,3	–	–
<i>Allemagne de l’Ouest</i>	67,3	73,6	68,1	74,6	69,9	76,6	71,5	78,0	72,7	79,0	73,7	80,0	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>Allemagne de l’Est</i>	68,2	73,3	68,6	74,0	68,7	74,6	69,6	75,4	69,2	76,2	71,2	78,5	–	–	–	–	–	–	–	–
Autriche	66,6	73,5	67,7	74,7	69,0	76,0	70,3	77,2	72,2	78,8	73,3	79,9	74,8	80,8	75,1	81,1	75,6	81,5	75,8	81,7
Belgique	67,9	74,1	68,8	75,2	69,9	76,5	71,1	77,9	72,7	79,3	73,4	80,2	74,4	80,8	74,6	80,8	74,9	81,1	75,1	81,1
Danemark	70,9	75,7	71,3	77,0	71,2	77,2	71,6	77,5	72,0	77,8	72,8	77,9	74,2	79,0	74,5	79,3	74,7	79,3	74,8	79,5
Finlande	66,2	74,4	67,5	76,1	69,3	77,8	70,2	78,7	71,0	78,9	72,8	80,1	73,8	81,0	74,2	81,0	74,6	81,5	74,9	81,5
France	68,4	75,8	69,0	76,8	70,2	78,3	71,3	79,3	72,8	80,9	73,9	81,8	75,0	82,5	75,3	82,7	75,5	82,9	75,8	83,0
Irlande	–	–	–	–	70,1	75,6	71,0	76,7	72,1	77,7	72,8	78,3	73,4	78,8	73,9	79,1	74,7	79,7	75,2	80,3
Islande	–	–	72,6	78,9	73,8	80,3	75,1	80,6	75,7	81,1	76,3	80,2	77,7	81,5	78,0	81,4	78,3	82,9	78,5	82,3
Luxembourg	–	73,2	67,6	74,4	70,3	75,4	70,5	77,2	72,5	78,5	73,2	80,4	74,6	81,1	74,8	81,1	75,2	80,7	74,9	81,5
Norvège	71,3	77,5	72,0	78,2	72,4	79,2	72,6	79,4	73,5	79,8	74,8	80,9	75,6	81,1	76,0	81,4	76,2	81,5	76,4	81,5
Pays-Bas	70,8	76,4	71,5	77,6	72,5	79,1	73,1	79,6	73,8	80,0	74,6	80,3	75,3	80,5	75,5	80,5	75,8	80,7	76,0	80,7
Royaume-Uni	–	–	–	–	70,8	76,9	71,7	77,6	72,9	78,5	74,0	79,2	75,0	79,8	75,5	80,2	75,7	80,4	–	80,5
<i>Angleterre-Galles</i>	–	–	69,7	75,8	70,8	76,7	71,8	77,5	73,1	78,8	74,2	79,4	75,2	80,0	–	–	–	–	–	–
<i>Écosse</i>	–	–	–	–	–	75,1	–	75,8	–	76,9	71,9	77,6	72,1	76,8	–	–	–	–	–	–
<i>Irlande du Nord</i>	–	–	67,7	74,2	68,4	75,0	70,6	76,9	72,3	77,9	73,4	78,8	74,3	79,2	–	–	–	–	–	–
Suède	72,3	77,1	72,2	77,9	72,8	78,8	73,8	79,6	74,8	80,4	76,2	81,4	77,1	81,9	77,4	82,0	77,6	82,1	77,7	82,1
Suisse	70,1	76,1	71,5	77,9	72,3	78,8	73,5	80,1	74,0	80,7	75,4	81,7	76,8	82,5	76,9	82,6	77,4	83,0	77,8	83,0
Espagne	69,9	75,2	70,4	76,1	72,2	78,2	73,0	79,5	73,3	80,3	74,3	81,5	75,1	82,1	75,7	82,5	75,6	82,9	75,7	83,1
Grèce	71,4	76,0	72,2	76,7	73,1	77,7	73,4	78,3	74,6	79,3	75,0	79,9	75,6	80,4	75,6	80,6	76,1	80,9	76,4	81,1
Italie	68,7	74,4	69,5	75,7	70,6	77,2	72,3	78,6	73,6	80,1	74,8	81,3	76,1	82,2	76,6	82,5	76,7	82,9	76,8	82,9
Portugal	64,0	69,9	–	–	68,0	74,9	69,4	76,4	70,4	77,3	71,6	78,7	72,6	79,5	73,2	80,0	73,5	80,3	73,8	80,5
Chypre <sup>(1)</sup>	–	–	–	–	72,3	77,0	73,9	77,8	–	–	–	–	–	–	76,1	81,0	–	–	–	–
Malte	–	–	–	–	68,5	72,7	70,8	76,0	73,7	78,1	74,9	79,5	75,4	79,3	76,3	80,2	76,4	81,1	76,1	81,2
Albanie	–	–	–	–	67,7	72,2	68,7	75,5	69,6	–	–	–	71,7	76,4	–	–	–	–	–	–
Bosnie-Herzégovine	–	–	–	–	67,9	72,9	68,7	74,2	69,7	75,2	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Croatie	–	–	–	–	66,6	74,2	67,5	75,0	68,4	76,0	–	–	69,1	76,9	70,5	77,8	–	–	–	–
Macédoine	–	–	–	–	68,3	72,0	68,9	73,2	70,3	74,5	69,8	74,0	70,5	75,3	71,0	75,3	71,0	76,0	–	–
Slovénie	65,0	72,3	66,5	74,1	67,3	75,2	67,7	75,9	69,8	77,8	70,8	78,3	71,8	79,3	72,3	79,7	72,3	80,3	72,7	80,5
Serbie-Monténégro	64,2	69,3	67,5	71,3	68,3	72,9	68,1	72,9	69,2	75,4	69,8	74,7	70,2	75,0	70,1	75,0	70,7	75,6	–	–

	Année																			
	1970		1975		1980		1985		1990		1995		1999		2000		2001		2002	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Bulgarie	69,0	73,4	68,5	73,4	68,4	73,8	68,1	74,2	68,0	74,7	67,4	74,9	68,3	75,1	68,4	75,1	68,5	75,3	68,9	75,6
Hongrie	66,3	72,0	66,3	72,4	65,5	72,7	65,1	73,1	65,2	73,7	65,4	74,7	66,7	75,5	67,4	75,9	68,1	76,4	68,4	76,7
Pologne	67,5	73,3	68,3	74,3	66,0	74,4	66,5	74,8	66,5	75,5	67,6	76,3	68,2	77,2	69,7	77,9	70,2	78,3	70,4	78,7
Roumanie	65,8	70,3	67,4	71,9	66,6	71,8	66,4	72,3	66,6	73,0	65,4	73,2	67,1	74,2	67,7	74,6	67,6	74,9	67,5	74,8
République tchèque	66,2	73,1	67,1	74,0	66,8	73,9	67,6	74,8	67,6	75,5	69,7	76,7	71,4	78,2	71,7	78,4	72,1	78,5	72,1	78,7
Slovaquie	66,7	73,0	66,9	74,0	66,8	74,3	67,0	74,9	66,7	75,6	68,4	76,4	69,0	77,2	69,2	77,4	69,6	77,7	69,9	77,8
Russie	63,2	73,6	62,3	73,0	61,5	73,1	63,8	74,0	63,8	74,3	58,3	71,7	60,0	72,4	59,0	72,2	59,0	72,3	58,8	71,9
Estonie	65,4	74,0	–	–	64,1	74,1	65,5	74,8	64,7	74,9	61,9	74,5	65,5	76,3	65,6	76,4	64,9	76,4	65,3	77,1
Lettonie	–	–	64,2	74,3	63,6	74,2	65,5	74,5	64,3	74,6	60,3	73,1	64,7	75,3	65,0	76,1	64,8	75,9	64,8	76,0
Lituanie	–	–	66,3	75,5	65,4	75,4	66,8	75,9	66,4	76,2	63,3	75,0	66,4	76,9	66,8	77,4	66,0	77,5	66,3	77,5
Biélorussie	68,1	75,7	67,7	76,4	65,9	75,5	67,4	77,2	66,3	75,6	62,9	74,3	62,2	74,0	63,4	74,6	62,8	74,5	62,3	74,1
Moldavie	–	–	63,4	69,6	62,6	69,3	63,1	69,5	65,0	71,8	61,8	69,7	64,2	71,5	63,9	71,2	64,6	71,9	64,5	71,9
Ukraine	–	–	–	–	64,6	74,0	64,8	74,0	65,6	74,9	61,4	72,7	62,4	73,6	–	–	–	–	–	–
Arménie	–	–	–	–	–	–	–	–	68,6	75,7	66,0	74,5	70,7	75,5	70,5	74,5	71,0	75,9	70,0	76,1
Azerbaïdjan	–	–	–	–	65,5	72,0	65,3	73,0	67,0	74,8	65,2	72,9	68,1	75,1	68,6	75,1	68,6	75,2	69,6	75,0
Géorgie	–	–	–	–	–	–	–	–	67,5	75,1	66,3	74,2	67,5	75,1	67,5	75,0	68,0	74,8	68,0	74,8
Turquie	52,0	56,3	53,9	58,3	55,8	60,4	59,8	64,3	63,9	68,3	65,2	69,8	65,6	70,2	65,8	70,4	66,0	70,6	66,2	70,9
Israël	–	–	70,3	73,9	72,1	75,7	73,5	77,0	74,9	78,4	75,5	79,5	76,6	80,4	76,7	80,9	77,3	81,2	–	–
Canada	–	–	–	–	71,9	79,0	73,0	79,8	74,0	80,6	–	–	–	–	76,7	82,0	–	–	–	–
États-Unis	67,1	74,7	68,8	76,6	70,0	77,4	71,1	78,2	71,8	78,8	72,5	78,9	73,9	79,4	74,1	79,5	74,4	79,8	–	–
Australie	–	–	–	–	71,0	78,1	72,4	78,8	73,9	80,1	75,0	80,8	76,2	81,8	76,6	82,0	77,0	82,4	77,4	82,6
Nouvelle-Zélande	68,6*	74,6*	69,0**	75,4**	70,4	76,4	71,1	77,1	72,9	78,7	–	–	75,7	80,8	–	–	–	–	–	–
Japon	69,3	74,7	71,7	76,9	73,4	78,8	74,8	80,5	75,9	81,9	76,4	82,9	77,1	84,0	77,7	84,6	78,1	84,9	–	–
Pays accédants à l'UE	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	67,1	75,9	68,3	77,0	69,4	77,6	69,7	77,9	69,9	78,2
Europe des Vingt-cinq	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	72,7	79,6	73,9	80,4	74,4	80,8	74,7	81,0	74,8	81,1
Europe des Quinze	–	–	–	–	–	–	–	–	72,8	79,3	74,1	80,4	75,3	81,1	75,5	81,4	75,7	81,6	75,8	81,6

(1) Zone contrôlée par le gouvernement.  
\* 1971 ; \*\* 1976.  
Source : ODE.

**SARDON Jean-Paul. – Évolution démographique récente des pays développés**

La relative stabilité d'ensemble de la population du continent européen n'est assurée que par la seule croissance de celle de l'Europe occidentale, due pour l'essentiel à l'immigration. En Europe centrale, comme en Europe orientale et en Russie, l'accroissement naturel est négatif, le solde migratoire n'étant positif qu'en Russie. Cette situation s'oppose à celle des États-Unis, où soldes naturel et migratoire sont moins déséquilibrés et largement positifs. Tendances et niveaux de la fécondité sont assez contrastés sur l'ensemble du continent, l'indicateur s'échelonnant en 2002 de 1,10 enfant par femme en Ukraine à 1,97 en Irlande. C'est en Europe centrale et orientale, où se rencontrent les fécondités les plus faibles, que la tendance à la baisse est la plus marquée, même si l'on observe de nettes reprises en Russie, en Estonie, en Lettonie et en Arménie. On observe une décroissance quasi générale de la descendance finale des femmes, qui reste néanmoins proche du niveau de remplacement aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande. Cette diminution de la descendance finale s'accompagne d'une augmentation de l'infécondité définitive. En Europe occidentale, la nuptialité continue de se relever dans la plupart des pays; en Europe centrale et orientale, la chute qui avait suivi l'effondrement des régimes socialistes semble aujourd'hui presque partout enrayée. La durée de vie moyenne continue à progresser dans la quasi-totalité des pays européens. Si l'espérance de vie à la naissance des femmes est dans certains pays d'Europe occidentale (Espagne, Suisse, France et Italie) parmi les plus élevées du monde, elle y reste inférieure de près de 2 ans à celle des Japonaises.

**SARDON Jean-Paul. – Recent Demographic Trends in the Developed Countries**

The relative overall stability of the population of continental Europe is accounted for by population growth in Western Europe alone, mainly from immigration. Central and Eastern Europe and Russia have negative natural increase, with the balance of migration being positive only in Russia. This contrasts with the United States, where the natural increase rate and net migration are less unbalanced and substantially positive. Fertility trends and levels present quite contrasting pictures across the whole of the continent, with the total fertility rate ranging in 2002 from 1.10 children per woman in Ukraine to 1.97 in Ireland. Central and Eastern Europe have the lowest fertility levels, and the most pronounced downward trend, notwithstanding clear recoveries in Russia, Estonia, Latvia and Armenia. There is an almost universal decrease in women's completed fertility, which nevertheless remains close to replacement level in the United States and New Zealand. This reduction in completed fertility is accompanied by an increase in permanent infertility. The marriage rate is continuing to rise in most countries of Western Europe, while in central and Eastern Europe, the fall which followed the collapse of the old socialist orders now seems to have abated almost everywhere. The average duration of life continues to increase in almost all European countries. While female life expectancy at birth is among the highest in the world in some western European countries (Spain, Switzerland, France and Italy), it is still almost 2 years lower even there than that of Japanese women.

**SARDON Jean-Paul. – Evolución demográfica reciente de los países desarrollados**

La relativa estabilidad de la población del continente europeo en su conjunto esta asegurada únicamente por el crecimiento de la población d'Europa occidental, debido esencialmente a la inmigración. Tanto en Europa central como en Europa oriental y en Rusia, el crecimiento natural es negativo, y el saldo migratorio es positivo únicamente en Rusia. Esta situación contrasta con la de los Estados Unidos, donde los saldos natural y migratorio están menos desequilibrados y son sobradamente positivos. Las tendencias y los niveles de la fecundidad ofrecen un amplio contraste en el conjunto del continente, donde el índice sintético en 2002 va de 1,10 hijos por mujer en Ucrania a 1,97 en Irlanda. Es en Europa central y oriental donde se encuentran los niveles más bajos y donde la tendencia a la baja es más pronunciada, incluso si se observan netos repuntes en Rusia, en Estonia, en Letonia y en Armenia. Se registra una disminución casi general de la descendencia final de las mujeres, que sin embargo todavía queda cercana al nivel de remplazamiento en Estados Unidos y en Nueva-Zelanda. Esta disminución de la descendencia final se acompaña de una alza de la infecundidad definitiva. En Europa occidental, la nupcialidad continua a aumentar ligeramente en la mayor parte de los países; en Europa occidental, la caída que había seguido a la desaparición de los regímenes comunistas parece hoy detenida en todas partes. La duración media de la vida continua progresando en la casi totalidad de los países europeos. La esperanza de vida femenina en ciertos países de Europa occidental (España, Suiza, Francia, Italia) es una de las más elevadas del mundo, pero es todavía inferior de dos años a la de las japonesas.